

Observatoire des Enjeux Politiques et Sécuritaires dans la Corne de l'Afrique

Jean-Nicolas BACH

Docteur en Science politique
Chercheur associé Les Afriques dans le Monde, Institut d'études politiques de Bordeaux

Note 2

L'Éthiopie en route vers les élections de 2015

En collaboration avec



Et le soutien de



AVERTISSEMENT: Les propos énoncés dans les études et observatoires commandés et pilotés par la Délégation aux affaires stratégiques ne sauraient engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense

L'Observatoire de la Corne de l'Afrique produit des notes d'analyses sur les enjeux politiques et sécuritaires de la région. Il est cofinancé par Sciences-Po Bordeaux, le Laboratoire les Afriques dans le Monde (UMR du CNRS), la Délégation aux Affaires Stratégiques (ministère de la Défense), en partenariat avec le Centre de Stratégie du Bassin d'Arcachon et l'Institut français de recherche en Afrique de Nairobi.

Résumé

À un an des élections générales de mai 2015, le parti au pouvoir poursuit et intensifie sa stratégie de contrôle du processus électoral. Une stratégie qui s'est avérée payante en 2010, le Front Démocratique Révolutionnaire des Peuples Ethiopiens (FDRPE) occupant depuis 99,6 % des sièges à la Chambre basse. Cette fermeture politique peut s'expliquer par l'issue difficile des élections de 2005 mais tient surtout à la nature même du projet politico-économique du FDRPE enclenché par Meles Zenawi avant sa disparition en août 2012, dans lequel s'inscrit la réalisation du « developmental state » éthiopien. Même si la nouvelle génération envisageait d'ouvrir la scène politique, cette ouverture demeurerait artificielle à moins de remettre en cause ce projet et l'idéologie fondatrice du régime, la « démocratie révolutionnaire ». L'observation des premiers développements de la préparation des prochaines élections confirme l'improbabilité d'une telle ouverture. En témoignent les confrontations récentes avec une partie de la communauté musulmane, les arrestations arbitraires et les inquiétantes mises en gardes répétées par le gouvernement contre « l'extrémisme » et le « terrorisme ». Dans ce contexte difficile, du côté des partis politiques d'opposition, les négociations et les réalignements ont déjà débuté.

Preparing the next 2015 general elections has meant following and intensifying the strategy elaborated by the governing party before the 2010 elections. A very "fruitful" strategy, as 99,6 % of the House of Peoples' Representative seats have since been occupied by Ethiopian Peoples' Revolutionary Democratic Front's members or affiliated. The narrowing of the political space is to be explained by the very nature of the political and economic project started by the EPRDF more than one decade ago and elaborated by the late Prime Minister Meles Zenawi, i.e. the Ethiopian version of the "developmental state". And even if the new generation intended to open the political scene, that would remain artificial unless they put into question the nature of the "revolutionary democratic" project, i.e. the ideology at the heart of the regime. The current political situation reveals that such a change is not about to happen. The recent confrontations between the EPRDF and a part of the Muslim community have confirmed this trend. Imprisonments and repeated threats professed by officials concerning the dangers of "extremism" and "terrorism" can also be seen as a warning signal. However, opposition groups have begun to organize and some original features are emerging

Ce travail a été rédigé en février-mars 2014 à partir de recherches menées en Ethiopie depuis plusieurs années et particulièrement à partir d'entretiens réalisés à Addis-Abeba en janvier et février 2014. Je remercie les responsables et l'ensemble des membres des partis d'opposition qui ont bien voulu me recevoir et répondre à mes questions (UDJ, AEUP, Medrek, IDéPa, Semayawi Party). Je remercie également vivement le Centre français des études éthiopiennes et son directeur Jean-François Breton pour le soutien financier dont j'ai pu bénéficier lors de ce séjour. Je remercie enfin Stéphane Ancel, Eyob Keno et René Lefort pour leurs commentaires, leurs critiques et points de vue parfois divergents au fil de nos discussions mais qui ont permis d'enrichir les versions initiales de ce travail court (et donc inévitablement schématique) dont les erreurs et omissions, selon la formule consacrée, relèvent de ma seule responsabilité.

Jean-Nicolas Bach

« *[The EPRDF] is really working strong to avoid opening the political space* »
(Girma Seifu, député UDJ, 7 février 2014)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	6
I. L'entrée de l'islam en politique ou ingérences du politique en islam ?	7
A. Des « musulmans en Ethiopie » aux « musulmans Ethiopiens »	8
B. La politisation progressive de l'islam après 1991	12
C. Favoriser le « bon islam » : La montée de l'interventionnisme du FDRPE et la question d'Al-Ahbash	15
II. Le reflet des enjeux éthiopiens contemporains	17
A. Des tensions avant tout politiques et sociales	17
B. Le « developmental state » éthiopien : un projet politico-économique qui ne supporte aucune remise en cause	18
C. Le FDRPE va-t-il trop loin ?	20
III. Les réalignements d'opposition	21
A. Les ancrages historiques et historiographiques de la scène partisane contemporaine	22
B. De 2005 à 2010 : La reprise en main de la scène politique, économique et sociale	24
C. Les reconfigurations en cours	26
CONCLUSION	27
ANNEXES	30
Présentation synthétique des principaux partis d'opposition	30
Carte : appartenance religieuse en Erythrée et en Ethiopie	33
Tableau : répartition confessions (2007 Ethiopian Census, p. 96)	33
Salafisme en Ethiopie	34
Tabligh et Intellectualist movement en Ethiopie (Østebø 2010)	35

INTRODUCTION

En mai 2015, les Éthiopiens se rendront aux urnes pour élire les nouveaux représentants des Conseils régionaux et du Parlement¹. Ces prochaines élections générales signeront le cinquième chapitre des échéances électorales depuis l'instauration de la République fédérale démocratique en 1995 ou, plus largement, depuis que le Front Démocratique Révolutionnaire des Peuples Ethiopiens (FDRPE, *Yäihäädëg* selon l'acronyme amharique) a pris la tête du pays en 1991². Celui-ci poursuit son entreprise de contrôle de plus en plus poussé des sphères politique, économique et sociale. Une stratégie enclenchée en amont des élections de 2010 et qui aurait fait ses « preuves ». En effet, la reprise en main radicale de la scène politique par le FDRPE depuis les élections contestées de 2005 a été d'une efficacité *a priori* redoutable, si bien que depuis les élections de 2010, seuls un membre indépendant et un membre d'opposition (Girma Seifu, membre de l'*Unity for Democracy and Justice*) siègent à la Chambre basse. Le défi est donc de taille pour les opposants dont l'horizon politique continue de se réduire.

Considérant la puissance de la « machine FDRPE » (qui revendique aujourd'hui plus de 5 millions d'adhérents), nombreux sont nos interlocuteurs de ces derniers mois à penser que tout est sous contrôle, que la stratégie radicale du parti au pouvoir lui permettra de s'assurer une nouvelle victoire aux élections de 2015, quitte à « céder » quelques places aux opposants politiques et gagner ainsi en crédibilité vis-à-vis des partenaires internationaux. Ce scénario est certes probable et il ne fait aucun doute que les dirigeants actuels s'efforcent de suivre la ligne tracée par Meles Zenawi. Néanmoins, des signes de fragilité du système sont apparus au grand jour ces dernières années, de sorte qu'il est possible de lire le resserrement politique actuel non seulement comme la force de l'héritage des modes de gouvernement de Meles, mais aussi comme la peur que ce système ne s'effrite après la disparition de son principal architecte. Certains événements sont en effet venus semer le trouble : la disparition presque simultanée du patriarche de l'Eglise orthodoxe (*abouna* Paulos), la nomination inédite d'un nouveau Premier ministre pentecôtiste et originaire du Sud (Hailémarïam Dessalegn), les mécontentements d'une partie importante de la communauté musulmane et ses manifestations contre l'ingérence du FDRPE, de même que les manifestations inédites organisées par quelques partis d'opposition sont autant de signes que les choses ne sont pas si figées. Des événements auxquels il faut ajouter des défis moins idéologiques mais plus directement perceptibles encore par la population tels que la réalisation des objectifs du plan quinquennal (*Growth and transformation Plan, 2010-2015*), l'enrayement de l'inflation qui a fortement diminué ces dernières années mais qui reste soutenue (22,8 % en 2012³ ; 9,1% et 9,5 % pour 2013 et 2014⁴), l'achèvement qui s'annonce financièrement problématique du barrage de la Renaissance devenu une question nationale, l'amélioration des communications téléphoniques et internet⁵, sans oublier le poids des engagements militaires extérieurs⁶.

Certes, ce que nous pouvons appeler le « syndrome 2005 » (à savoir d'un côté l'espoir pour

¹ Le Parlement est composé d'une Chambre basse et d'une Chambre haute. La Chambre basse (House of People's Representatives) concentre l'essentiel du pouvoir. 547 députés directement élus au niveau des *woreda* (circonscription administrative intermédiaire entre la région et le *kebele*) y siègent. La Chambre haute (House of Federation) représente quant à elle les « Nations, Nationalités et Peuples d'Ethiopie ». Ses membres (112) sont élus indirectement, par les conseillers des neuf Etats fédérés.

² Le FDRPE est un Front formé sous la houlette du Front Populaire de Libération du Tigräi (FPLT) à la fin des années 1990. Il est aujourd'hui composé de quatre partis (FPLT, OPDO, ANDM, SEPDM). Meles Zenawi a assuré, de 1995 jusqu'à son décès en août 2012, les fonctions de Premier ministre (homme fort de l'Etat), de leader du FPLT et de président du FDRPE.

³ <http://data.worldbank.org/indicator/FP.CPI.TOTL.ZG>

⁴ http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2014wesp_pr_africa_joburg_fr.pdf

⁵ Le ministre de Communication a récemment présenté des excuses publiques concernant la mauvaise performance d'EthioTelecom, compagnie monopolistique d'Etat, et a annoncé des difficultés à venir pour les six prochains mois.

⁶ L'intégration récente (février 2014) des troupes éthiopiennes à la mission de l'UA en Somalie (plus de 4 000 soldats éthiopiens) pourrait être révélateur des difficultés financières de l'Etat à soutenir cet effort militaire. Même si d'autres facteurs expliquent cette décision : exercer une influence endogène sur l'AMISOM ou encore légitimer sa présence d'un point de vue légal.

l'opposition de participer davantage, voire de renverser le parti au pouvoir, et de l'autre la prise de conscience par le FDRPE de la possibilité d'un tel scénario) a jusqu'ici tourné à l'avantage du parti au pouvoir lors des élections de 2010. Syndrome qui se manifeste du côté du FDRPE par la volonté d'éviter, quel qu'en soit le prix, la répétition de 2005. Néanmoins, le refoulement constant par la menace ou la coercition de l'opposition, dont la réalité est depuis apparue au grand jour, représente un jeu d'autant plus risqué pour les dirigeants dans le contexte que nous venons de mentionner.

Ce « syndrome 2005 » a cette particularité d'être fondé sur la peur, et c'est en cela qu'il lie les opposants au FDRPE. Peur des opposants d'être emprisonnés, contraints à l'exile ou tués. Peur du gouvernement qu'un grain de sable ne vienne perturber le fragile équilibre du Front depuis la mort de Meles et ne remette en question les grands projets économiques enclenchés. Une situation d'autant plus explosive qu'elle met face à face deux groupes déterminés : face aux blocages et aux répressions politiques en cours, l'un n'a plus grand-chose à perdre ; *a contrario*, l'autre a tout à perdre. Il est donc urgent de prévenir dès aujourd'hui l'instauration d'une spirale dans laquelle le FDRPE pourrait être tenté de s'enfermer en multipliant les arrestations « préventives », notamment en ayant recours à la loi « antiterroriste » de 2009 comme il le fait depuis lors.

Dans le contexte d'une campagne électorale tout juste enclenchée, cette note dessine un bref tableau de la situation politique du pays afin d'en dégager certaines perspectives. Cet exercice peu académique, quelque peu acrobatique et limité à une perception de la situation politique depuis la capitale (appelant des recherches complémentaires à partir des régions éthiopiennes) revient sur les événements ayant récemment marqué la scène politique éthiopienne. Le conflit entre le FDRPE et une partie de la communauté musulmane ces dernières années illustrera dans un premier temps cette dynamique. La promotion par le FDRPE d'un islam officiel porté par l'association libanaise Al-Ahbash a conduit depuis 2011 à de nombreuses manifestations d'une partie de la communauté musulmane (faisant plusieurs victimes dans les régions) (I). Ces développements relèvent moins d'une montée d'un islam politique radical que d'une politique quasi-totalisante du parti au pouvoir. Ils s'expliquent certes par la peur du FDRPE d'une propagation des « printemps arabes », mais ils sont aussi révélateurs des enjeux politiques, économiques et sociaux auxquels se trouvent confrontés le FDRPE et les citoyens (II). Enfin, largement délaissées par les observateurs internationaux, les opposants sont également entrés en campagne et les réalignements sont en cours (III).

I. L'entrée de l'islam en politique ou ingérences du politique en islam ?

Fait marquant de ces dernières années, les questions religieuses en général⁷ et de l'islam en particulier ont fait une entrée inédite sur la scène politique éthiopienne. Entre 2011 et 2013, de nombreuses manifestations de musulmans ont eu lieu dans le pays afin de protester contre l'intrusion du FDRPE dans les affaires musulmanes (voir *infra*). Ajoutant à l'émergence de l'islam en politique, le jeune *Blue Party (Semayawi Parti)*⁸ a décidé d'inscrire à son agenda la question musulmane, alors que les chargés de communication du FDRPE multiplient les déclarations assimilant les manifestants musulmans et le *Semayawi Parti* à de dangereux extrémistes. La question religieuse jouera à n'en pas douter un rôle important au cours des prochaines élections générales de 2015.

Au-delà des polémiques intra- ou interconfessionnelles, cette entrée de la religion en politique s'explique conjoncturellement par la peur des dirigeants actuels d'une contagion des « printemps arabes ». Une peur qui est également structurelle à l'égard des courants réformistes (décrits comme Salafistes, ou Wahhabites⁹), ce que révèlent les représentations divergentes de la place de l'islam au sein de l'Etat éthiopien. Il est donc essentiel de revenir sur le temps long pour saisir l'histoire et l'historiographie de la construction de ces rapports potentiellement conflictuels, et pour

⁷ La question du développement des mouvements pentecôtistes ne sera pas abordée ici. Cette question est néanmoins d'importance croissante, comme l'a récemment illustré l'influence supposée de certaines branches intégristes dans l'organisation des manifestations anti-homosexuelles en avril 2014 en Ethiopie. Voir notamment le dossier dirigé récemment par Emanuele Fantini et Jörg Hausteijn dans *PentecoStudies*, vol. 12, n° 2, 2013.

⁸ Pour une description du *Semayawi Parti*, voir *infra* et annexes.

⁹ Ces deux courants, bien que distincts, sont présentés comme synonymes par le FDRPE.

comprendre les racines et les enjeux de ces événements récents. C'est la place même de l'islam et son rôle dans la formation passée et présente de l'Etat éthiopien qui est aujourd'hui en jeu.

A. Des « musulmans en Ethiopie » aux « musulmans Ethiopiens »¹⁰

L'islam ferait partie de l'histoire de l'Ethiopie depuis le VII^e siècle, marquant l'arrivée des premiers réfugiés envoyés par le Prophète Mohammed au royaume d'Axoum. En raison de cette hospitalité, l'empire axoumite, pourtant chrétien depuis la conversion du roi Ezana au IV^e siècle, était considéré comme une zone neutre épargnée par le *djihad*. Dès le VIII^e siècle, favorisé par la proximité de la péninsule arabique, l'islam pénètre progressivement les territoires de l'Abyssinie à partir des côtes et se diffuse le long des voies commerçantes¹¹. Cette progression se fait non seulement sur les basses terres, mais également dans les territoires intérieurs. Le sultanat du Choa est par exemple fondé au nord-est de l'actuel Choa dès la fin du IX^e siècle. Lorsque l'empire d'Axoum s'effondre à la fin du premier millénaire de l'ère chrétienne, l'islam est déjà présent sur les basses-terres de l'Est et à l'intérieur des terres comme en Harargué, en Arsi, au Choa, liés par des routes commerçantes. À partir de la période médiévale, ces routes commerçantes deviennent des enjeux de conflits politico-économiques.

Plus au Nord, dans la région du Lasta, la chute de l'empire d'Axoum fait place à la dynastie Zagwé fondée au XII^e siècle. Son roi, Lalibäla, entend fonder la seconde Jérusalem par la construction d'une série d'églises excavées à Roha, dans le lieu qui porte aujourd'hui son nom. En 1270, la dynastie Zagwé est renversée par Yekuno Amlak (1270-1285) qui fonde une nouvelle dynastie, la dynastie salomonienne, et se pose ainsi comme l'héritier de l'union du roi hébreu Salomon et de la reine de Saba. Un texte, le *Käbrä Nägäst* (Gloire des rois), est rédigé au début du XIV^e siècle pour « retracer » la filiation salomonienne de la nouvelle dynastie¹². La chrétienté est désormais au cœur du pouvoir politique et de sa légitimation. Depuis les régions de l'Amhara et du Choa, la nouvelle dynastie étend son influence *via* le contrôle des routes commerciales et en s'appuyant sur son réseau monastique. Dans les régions conquises, les souverains attribuent des terres à l'Eglise chrétienne orthodoxe d'Ethiopie et instaurent un ordre « féodal » sur les plateaux. L'historiographie officielle servant à légitimer le pouvoir en place ne laisse ainsi aucun espace aux musulmans d'Ethiopie.

Le XVI^e siècle marque un tournant à la fois historique et historiographique dans l'histoire des rapports entre l'islam et l'Etat éthiopien. Le célèbre Imam Ahmad Ibn Ibrahim, dit Grañ (le gaucher), parvient alors à fédérer les musulmans des basses terres à partir du sultanat d'Adal. Les enjeux étaient davantage politiques et économiques que religieux et visaient à contrôler les terres fertiles des plateaux. Ces derniers sont en grande partie occupés par les troupes de Grañ qui pillent, brûlent les Eglises et les manuscrits et convertissent à l'islam (Balé, Hadya, Amhara, Lasta, Tigraï). Le roi Gälawdewos (1540-1559), appuyé par un contingent portugais venu en aide à l'allié chrétien, repousse finalement les musulmans en 1543 (Grañ est tué dans la bataille). Affaiblis, les sultanats des basses terres ne peuvent résister aux migrations massives d'Oromo venues du Sud-ouest. Quant aux musulmans, qu'ils y soient implantés avant les conquêtes de Grañ ou descendants des convertis durant cette période, ils demeurent présents sur les plateaux.

¹⁰ J'emprunte cette expression bien connue à HUSSEIN Ahmed, « Islam and Islamic Discourse in Ethiopia (1973-1993) », dans *New Trends in Ethiopian Studies, Papers of the 12th International Conference of Ethiopian Studies*, Harold G. MARCUS & Grover HUDSON (dir.), Lawrenceville, The Red Sea Press, p. 775-801.

¹¹ Pour une histoire de l'islam en Ethiopie, voir également TRIMINGHAM J. Spencer, *Islam in Ethiopia*, Oxford University Press, London, New York, Toronto, 1952; ERLICH Haggai, *Ethiopia and the Middle East*. Boulder, Lynne Rienner, CO and London, 1994, et du même auteur, *Saudi Arabia and Ethiopia: Islam, Christianity, and Politics Entwined*, Boulder, Lynne Rienner. CO and London, 2007. Voir également les contributions de Jon ABBINK, « An historical-anthropological approach to Islam in Ethiopia : issues of identity and politics », *Journal of African Cultural Studies*, vol. 11, n° 2, December 1998, p. 109-124 et ABBINK Jon, « Religion in public spaces: Emerging Muslim-Christian Polemics in Ethiopia », *African Affairs*, vol. 110/439, 2011, p. 253-274. Pour une étude globale et récente sur l'islam en Ethiopie, voir l'ouvrage dirigé par DESPLAT Patrick et ØSTEBØ Terje (dir.), *Muslim Ethiopia: The Christian Legacy, Identity Politics, and Islamic Reformism*, New York, Palgrave Macmillan, 2012.

¹² Voir CRUMMEY Donald, « Imperial Legitimacy and the Creation of Neo-Solomonic Ideology in 19th-Century Ethiopia », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 28, Cahier 109, 1988, p. 13-43; GASCON Alain, « L'Éthiopie tendra les mains vers Dieu : 2000 ans d'État éthiopien », *L'Espace politique*, 7-1, 2009.

Cet épisode marquera durablement l'historiographie dominante qui ne cessera de présenter l'Éthiopie comme une île chrétienne au milieu d'un océan de musulmans menaçant l'unité d'une Grande Éthiopie orthodoxe. Cette historiographie a largement été alimentée par les chroniques royales des rois des rois éthiopiens. Parmi ceux-ci, Théodoros II (1855-1868), se déclare d'élection divine et entend « restaurer » l'unité de l'Éthiopie orthodoxe et la grandeur du roi des rois¹³. Théodoros mena de violentes campagnes de conversions forcées et d'assassinats envers les musulmans dans le Wollo et le Gouragé notamment.

Confronté à la menace madhiste venue d'Égypte et du Soudan, le successeur de Théodoros, Yohannes IV (1872-1889), voit quant à lui les communautés musulmanes comme soumises à une influence « extérieure » et menaçant l'unité de l'Éthiopie. En 1878, un édit rend obligatoire les conversions des musulmans à la religion orthodoxe et les campagnes de conversions forcées, « aussi inhabituelles qu'inefficaces »¹⁴ ont notamment lieu au Wollo, en région Gouragé et au Choa. Des églises sont construites, des mosquées détruites, et les résistances violentes.

Le règne de Ménélik II (1889-1913) est celui de l'expansion de l'Éthiopie au-delà des hauts plateaux. Par la force, Ménélik parvient à étendre son empire et à contrôler les routes commerciales, dont la cité stratégique musulmane d'Harar et les sultanats afar à la fin du XIX^e siècle. L'Empire éthiopien doit s'accommoder des différences religieuses, mais son identité demeure orthodoxe et sa légitimité divine salomonienne, si bien que les populations souhaitant s'y intégrer sont contraintes de se convertir¹⁵.

Le règne du *Ledj* Yassou est court (1913-1916) mais révélateur des relations entre chrétiens orthodoxes et musulmans au sein du royaume¹⁶. Les alliances forgées par Yassou avec l'empire ottoman durant la première guerre mondiale et son mépris envers l'aristocratie choane ont causé sa chute. Il fut pour cela accusé d'œuvrer à la destruction de la chrétienté au profit de l'islam. Yassou était en effet favorable à une meilleure intégration des musulmans. Mais le prétexte est révélateur de la puissance des acteurs européens, des liens entre l'Église orthodoxe et l'État, et la perception du danger liée à « l'islam en Éthiopie ».

Les premières Constitutions de 1931 et de 1955 sous le règne d'Hailé Sélassié (1930-1974), dernier roi des rois de la dynastie salomonienne, sont également révélatrices de ce lien. La religion orthodoxe demeure la religion d'État, Hailé Sélassié le représentant de Dieu sur terre, et aucune mention n'est faite des musulmans. Après la Seconde Guerre mondiale, Hailé Sélassié parvient à prendre le contrôle politique de l'Église éthiopienne devenue autocéphale en 1959, désormais indépendante de l'Église copte d'Alexandrie¹⁷. Il se méfie en revanche des musulmans en partie favorisés par les politiques italiennes durant l'occupation (1936-1941) et souvent considérés comme collaborateurs (*banda*). Les répressions sont parfois sévères au lendemain du conflit qui a « confirmé » chez les élites chrétiennes à la tête de l'État le danger que pourraient représenter les musulmans versatiles pour l'unité du pays. Si le Coran est traduit en amharique et publié en Éthiopie, ou que des Tribunaux islamiques compétents pour régler des litiges matrimoniaux sont mis en place, les musulmans demeurent officiellement des « musulmans résidant en Éthiopie » et son toujours privés d'accès à la terre.

¹³ Les communautés musulmanes s'étaient entre temps déplacées vers le Wollo au Nord de la capitale actuelle, la région Gouragé, et vers le Sud-ouest et la région du Gibé (formant les sultanats de Limmu, Enarya, de Jimma, de Gomma, de Gera ou encore de Gumma), voir AHMED Hassen, « L'islam en Éthiopie », dans *L'Éthiopie Contemporaine*, Gérard PRUNIER (dir.), Karthala, Paris, 2007, 211-215.

¹⁴ ABBINK 2011, « Religion in public spaces... », *op. cit.*, p. 258.

¹⁵ Pour une présentation des politiques de conversion de Théodoros II à *Ledj* Yassou, voir notamment FICQUET Eloi, « Flesh soaked in faith : Meat as a marker of the boundary between Christians and Muslims in Ethiopia », dans Benjamin F. SOARES (dir.), *Muslim-Christian Encounters in Africa*, Brill, Leiden-Boston 2006, p. 39-56.

¹⁶ Le *Ledj* Yassou est le fils de l'Imam Mohammed Ali, chef du Wollo converti sous Ménélik sous le nom de *ras* Mikael. Tout musulman souhaitant participer à la construction de l'État était contraint de se convertir s'il voulait accéder à un poste à responsabilité et jouer un rôle politique.

¹⁷ ANCEL Stéphane, « L'Église orthodoxe d'Éthiopie à la veille d'une révolution (1971-1974). Réforme et mainmise sur la gestion des paroisses », *Cahiers d'études africaines*, XLIX, 4 (196), 2009, p. 925-952.

En avril 1974, environ 100 000 musulmans manifestent dans les rues d'Addis-Abeba pour revendiquer une identité de « musulmans éthiopiens »¹⁸. Ces derniers demandent la reconnaissance des fêtes musulmanes comme chômées, le financement de constructions de Mosquées, l'établissement d'un conseil islamique national et plus largement, la fin de la discrimination religieuse. L'Église orthodoxe rejette ces revendications qui « menaceraient » l'identité de l'Etat et l'unité du pays¹⁹. Après son arrivée au pouvoir, le *därg* (1974-1991) proclame dans un premier temps la fin des discriminations religieuses *via* son projet constitutionnel (été 1974), mettant un terme, de fait, à la religion d'Etat. Mengistu Hailé Mariam crée l'*Ethiopian Islamic Affairs Supreme Council* (EIASC), première institution représentant les musulmans éthiopiens auprès de l'Etat. Mais toutes les religions sont rapidement mises sous contrôle du régime « marxiste » défendant l'instauration du « socialisme scientifique »²⁰. La cohabitation pacifique entre chrétiens et musulmans depuis le VII^e siècle est souvent mise en avant - hormis l'épisode violent de Grañ au XVI^e siècle²¹. La nature des relations entre chrétiens et musulmans au niveau des localités, et les interdépendances commerciales ont sans aucun doute produit des situations très diverses en fonction des régions et des époques. On peut cependant affirmer à la suite d'Østebø que cette cohabitation pacifique s'est faite au prix d'une domination chrétienne incontestable²². Dans les royaumes des rois des rois Ethiopiens, dans l'empire de Ménélík, d'Hailé Sélassié et du *därg*, les musulmans sont restés des citoyens de seconde zone.

Les bâtisseurs de l'Etat éthiopien ont en effet construit leur légitimité et leur domination à partir d'une « constellation de mythes »²³ ancrés dans un répertoire chrétien orthodoxe, et qui plus est dans une Eglise au caractère profondément national. Comme l'écrit Donham, « *Abyssinians, that is, those who spoke Semitic languages and who were Orthodox Christians, lived in a certain territory – what I have called the core. (...) The people who happened to reside in the far peripheries were not Abyssinians, but they were reserved for Abyssinian domination* »²⁴.

Cette vision de l'espace politique en termes de centre et de périphéries, largement adoptée et reproduite par l'ensemble des observateurs, a également participé à entretenir le mythe d'un centre chrétien entouré par ses périphéries musulmanes menaçantes²⁵. Une vision tenace alimentée par la situation conflictuelle en Somalie²⁶, mais aussi renforcée à l'intérieur par le caractère fédérateur de l'islam dans des soulèvements populaires, transcendant parfois les appartenances ethniques. Les soulèvements au Balé après la Seconde guerre mondiale, l'*Oromo Liberation Front*, l'*Eritrea Liberation Front* ou la *Somali Youth League* se sont opposés au pouvoir éthiopien (associé à la domination chrétienne) en fédérant des populations aux appartenances ethniques différentes sur la base commune de l'islam (même si ce levier est à comprendre également dans un contexte socio-économique et politique particulier)²⁷.

¹⁸ HUSSEIN Ahmed 1994 : 780, cité dans Østebø TERJE, « Islam and State Relations in Ethiopia: From Containment to the Production of a "Governmental Islam" », *Journal of the American Academy of Religion*, December 2013, vol. 81, n° 4, p. 1029-1060, 1037.

¹⁹ HUSSEIN Ahmed, 1994, cité dans ØSTEBØ Terje, « Christian-Muslim Relations in Ethiopia », dans Anne N. KUBAI & Tarakegn ADEBO (eds.), *Striving in Faith: Christians and Muslims in Africa*, Uppsala, Life & Peace Institute. 2008, p. 71-89., p. 79.

²⁰ Le *därg* crée un organe équivalent pour l'Eglise orthodoxe éthiopienne, ce qui montre son ambition à contrôler toutes les institutions religieuses. Voir ANCEL Stéphane, « L'Eglise orthodoxe d'Ethiopie... », 2009, *op. cit.* Voir du même auteur « Centralization and political changes: The Ethiopian Orthodox Church and the ecclesiastical and political challenges in contemporary times », *Rassegna di studi etiopici*, vol. 3 (nuova serie), 2011, p. 1-26.

²¹ À ce titre, il est intéressant de noter la quasi-absence de ce personnage historique dans l'historiographie nationale à Addis-Abeba.

²² ØSTEBØ Terje, « Christian-Muslim Relations in Ethiopia... », *op. cit.* p. 73.

²³ GIRARDET Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Éditions du Seuil, Paris, 1986.

²⁴ DONHAM Donald, « Old Abyssinia and the new Ethiopian empire : themes in old history », dans *The Southern Marches of Imperial Ethiopia*, DONHAM Donald and JAMES Wendy, Cambridge University Press, Cambridge, 1986, p. 3- 48, p. 43.

²⁵ Pour une critique du paradigme entre-périphérie dans les études éthiopiennes, voir BACH Jean-Nicolas, Centre, périphérie, conflit et formation de l'Etat depuis Ménélík II : Les crises de et dans l'Etat éthiopien (XIXe-XXIe siècles), Doctorat de Science politique, Les Afriques dans le Monde, Sciences Po Bordeaux, 2011.

²⁶ Voir par exemple ABDUL Mohammed, « Ethiopia's Strategic Dilemma in the Horn of Africa », SSRN, disponible en ligne : http://hornofafrica.ssrc.org/Abdul_Mohammed/printable.html, consulté le 20 février 2007.

²⁷ ØSTEBØ Terje, « Christian-Muslim Relations in Ethiopia... », *op. cit.* p. 78-79.

L'islam fait donc partie intégrante de l'histoire éthiopienne mais a longtemps été exclue de son historiographie officielle et du pouvoir. L'idée de menace musulmane extérieure et d'une cinquième colonne intérieure restent d'ailleurs déterminantes dans les représentations des dirigeants éthiopiens.

Après la chute du *därg* et l'ouverture politique et religieuse instaurée par le FDRPE, c'est l'identité même de l'Etat qu'il s'agissait de redéfinir. Pour les musulmans éthiopiens, deux postures pouvaient alors être prises : renverser cette vision dominante de l'historiographie nationale en transformant les régions musulmanes en « forteresses » soumises cette fois aux attaques des chrétiens venus des plateaux²⁸, ou intégrer l'histoire complexe de l'Etat éthiopien pour se situer en son cœur depuis le VII^e siècle et revendiquer ainsi une identité « musulmane éthiopienne » vieille de quatorze siècles. L'étude de Carmichael de textes diffusés en arabes et en amharique au début des années 1990 fait bien ressortir cette double tendance déjà soulignée par Erlich auparavant²⁹. Quoi qu'il en soit, il s'agissait bien pour les musulmans au début des années 1990 de (re)trouver une place dans l'Etat éthiopien à un moment où l'identité même de ce dernier se trouvait profondément redéfinie en termes « ethno-fédéraux ».

Les tensions entre les communautés de confession musulmane et l'Etat sont donc à comprendre à la fois à partir du temps long, des enjeux contextuels, et dans une perspective autant transnationale que locale. Depuis 1991, l'effet conjugué de ces influences a conduit à une politisation accrue et de plus en plus problématique de l'islam en Ethiopie.

Quelques notes sur l'islam en Ethiopie

Le nombre d'Ethiopiens de confession musulmane est officiellement estimé depuis le recensement national de 2007 à 33,9 % d'une population avoisinant alors les 85 millions (un pourcentage souvent considéré sous-évalué). L'Éthiopie concentre ainsi la troisième plus importante population musulmane du continent.

Le premier contact entre l'islam et l'Ethiopie, ou plus exactement le Royaume d'Axoum (le nord de l'Ethiopie actuelle) se situerait selon une certaine mythologie en 615, date à laquelle les compagnons du Prophète Mohammed, persécutés à La Mecque, demandent l'exile (hijra) auprès du roi chrétien d'Axoum, Nejashi (le *nāgous*, le roi). Que cette histoire soit avérée ou légendaire, durant les siècles qui suivent l'islam pénètre progressivement les territoires éthiopiens, de façon diffuse, le long des routes commerciales. Au Moyen Âge, des sultanats sont formés à l'intérieur des terres, mais c'est surtout le long des côtes de la mer Rouge et dans les plaines orientales que l'islam s'installe autour des XI^e et XII^e siècles, notamment dans les terres somalis.

Si les populations de confession musulmane sont donc particulièrement importantes dans les régions du nord-est, de l'est, et du sud-est de l'Ethiopie (Afar, Harar, Somali, Arsi, Balé), on retrouve des communautés musulmanes également sur les plateaux, dans le sud et l'ouest du pays (partie des Oromo, partie des Gourage, Beni Shangul, vallée du Gibé). Il n'existe pas de coïncidence claire entre la confession et l'ethnicité (hormis chez les Afar et la Somali, pour la presque totalité musulmans).

Il existe plusieurs courants islamiques en Ethiopie. On constate néanmoins une domination historique sunnite et l'enracinement profond et toujours largement majoritaire d'un islam soufi (selon Jon Abbink, les trois ordres majeurs sont les Qadiriyya, Tijaniyya, Sammaniyya – Abbink 1998). Cet islam se caractérise par la cohabitation généralement pacifique avec les chrétiens et les autres courants islamiques.

²⁸ Voir RAMOS Manuel João, « From Beleaguered fortresses to belligerent cities », dans A.M. DIAS (dir.), *State and Social Challenges in the Horn of Africa: Conflict and processes of state formation, reconfiguration and disintegration*, University Institute of Lisbon, Centre of African Studies, 2013, p. 14-31.

²⁹ Carmichael commente un texte qui circule à Harar à l'époque, écrit en arabe, qui décrit l'expansion chrétienne à partir des Amhara du Nord, descendus vers le Sud et soumettant les populations musulmanes. Etat-ethnicité-religion sont ici superposés. L'assaillant n'est plus le musulman (Grañ) venu des basses-terres, mais le chrétien descendu des hautes terres. Voir CARMICHAEL Tim, « Contemporary Ethiopian Discourse on Islamic History: The Politics of Historical Representation », *Islam et sociétés au sud du Sahara*, 10, 1996, p. 169-186.

Concernant ces derniers, on observe une montée des courants islamiques réformistes tels que les salafistes (appelés également wahhabites de façon péjorative en Ethiopie). Ces courants ne sont néanmoins pas nouveaux en Ethiopie (les salafistes représenteraient environ 15 % de la population musulmanes selon Abbink, 2011, qui souligne la difficulté à effectuer de telles évaluations). La nouveauté réside dans la montée des polémiques, et en particulier des critiques des salafistes jeunes et radicaux à l'égard de salafistes plus âgés et des soufistes tout à la fois jugés idolâtres, non respectueux des « vrais » dogmes et pratiques de l'islam.

L'islamisme, dans le sens d'un islam politique (comme les Frères musulmans égyptiens ou Ennahda en Tunisie), semble encore très minoritaire en Ethiopie. Malgré les accusations du FDRPE, les observateurs semblent concorder sur le fait que ces courants réformistes, malgré leur fort prosélytisme, ne plaident nullement pour l'instauration d'un Etat islamique en Ethiopie (Østebø 2013). Les représentants religieux sont respectueux de l'Etat laïc. Ainsi, l'enjeu se situe davantage dans les instances représentatives des musulmans, intermédiaires entre les fidèles et l'Etat, à savoir les conseils islamiques institutionnalisés (majlis). C'est précisément les modes de sélection de ces représentants qui ont été l'objet de vives tensions ces dernières années à Addis-Abeba et dans certaines provinces.

B. La politisation progressive de l'islam après 1991

À son arrivée au pouvoir en 1991, le FDRPE bénéficie d'un accueil favorable de la part de la communauté musulmane. La liberté de culte ainsi que la séparation des Eglises et de l'Etat sont garanties par la Constitution de 1995 qui dispose en son article 11 de la « Separation of State and Religion :

1. State and religion are separate
2. There shall be no state religion
3. The state shall not interfere in religious matters and religion shall not interfere in state affairs »³⁰.

Ce nouveau cadre constitutionnel crée chez les musulmans jusque-là marginalisés une attente en termes de participation accrue à la vie politique et en termes d'accès à la nouvelle administration mise en place dans le cadre du fédéralisme ethnique (promesses de « démocratie » et d'« autonomie régionale » fondées sur une redistribution régionale du pouvoir)³¹. La question religieuse ne peut par conséquent être perçue de façon séparée du politique et ce, dès le début des années 1990. Ce que confirment les retombées attendues du fédéralisme de la part des musulmans, à savoir non seulement la liberté religieuse, mais aussi leur accès à l'administration.

La libéralisation semble dans un premier temps se réaliser. Les horaires de la fonction publique sont aménagés pour permettre aux pratiquants musulmans d'assister à la prière du vendredi et aux fêtes musulmanes. Les Tribunaux islamiques qui avaient vu le jour sous le règne d'Hailé Sélassié voient quant à eux leurs prérogatives renforcées. Les enseignements islamiques se développent, de même que les constructions de mosquées financées depuis l'étranger. Les autorisations de sorties pour le pèlerinage du *hajj* augmentent substantiellement et la littérature religieuse en provenance de l'étranger ne fait plus l'objet de restrictions. Ces mesures ont deux effets importants. Elles permettent tout d'abord de renforcer le soutien d'une large partie des musulmans au nouveau régime ethno-fédéral. Les musulmans Somali, Afar et autres interprètent en effet leur accès à des postes publics en termes autant ethnique que religieux³². Un autre effet notable produit par ces initiatives institutionnelles concerne l'importante libéralisation des discours religieux islamiques, chrétiens, ou pentecôtistes. La pratique des cultes étant désormais perçue comme un nouveau « droit

³⁰ Constitution de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, *Negarit Gazeta*, 1995.

³¹ Pour une illustration depuis Harar, voir CARMICHAEL Tim, « Contemporary Ethiopian Discourse... », *op. cit.*, p. 184.

³² ØSTEBØ Terje, « Islam and State Relations in Ethiopia: From Containment to the Production of a "Governmental Islam" », *Journal of the American Academy of Religion*, December 2013, vol. 81, n° 4, p. 1029-1060, p. 1037-1038.

démocratique », on assiste à la diffusion d'idées « réformistes » allant « des plus accommodantes aux plus radicales »³³. Ce contexte d'ouverture permet notamment à deux tendances majeures de se développer : la première est fondée sur la nécessité de retour à un islam « pur » et sur une critique de l'islam traditionnellement soufi dominant en Ethiopie, jugé idolâtre et déviant des principes « originaux » de l'islam (Salafisme, Tabligh). On note également une tendance critique à l'égard de l'Eglise orthodoxe animée par les mouvements évangéliques/pentecôtistes³⁴. Ces tendances partagent une stratégie très prosélyte qui, au fil des années 1990-2000, va alimenter les craintes du FDRPE dans un contexte local et international propice à la « peur de l'islamisme ».

La méfiance du FDRPE à l'égard des groupes islamiques se fait sentir dès la première moitié des années 1990. Quelques événements majeurs vont alors modifier la perspective du nouveau régime vis-à-vis de l'islam. En novembre 1994, une manifestation de musulmans a lieu à Addis-Abeba afin de revendiquer l'intégration des Tribunaux islamiques dans la nouvelle Constitution en cours d'élaboration. Puis en février 1995, des incidents à la mosquée al-Anwar dans la capitale font au moins neuf morts et plus d'une centaine de blessés³⁵. Cet événement s'aggrave à la tentative d'assassinat du président égyptien Hosni Moubarak lors de sa visite à Addis-Abeba en juin 1995 (supposée soutenue par le régime de Khartoum) et à la série d'attentats perpétrés entre mai 1995 et avril 1996.

Jon Abbink a récemment souligné le passage des polémiques d'abord internes aux grandes confessions à de véritables confrontations rhétoriques, parfois physiques, à la fois à l'intérieur des groupes confessionnels mais aussi désormais entre chrétiens et musulmans³⁶. Selon ce même auteur, en pénétrant récemment la sphère publique, ces polémiques aux tonalités parfois agressives pourraient poser un véritable défi à l'Etat éthiopien³⁷.

Car ces polémiques ne pouvaient se cantonner à la sphère religieuse. Comme nous l'avons vu, la trajectoire spécifique de l'Etat et ses liens avec l'Eglise orthodoxe impliquaient de fait une dimension politique à toute remise en cause d'une telle hégémonie et de l'historiographie l'accompagnant. Les polémiques touchant directement l'historiographie officielle et les symboles sur lesquels l'Etat éthiopien s'est construit, les tensions religieuses actuelles peuvent être lues comme la remise en cause d'un Etat dont le cœur et les racines seraient chrétiens. Quant à l'Eglise orthodoxe, elle adopte une position défensive, se sentant « menacée » par la montée pentecôtiste et islamique plus prosélytes. Une peur attisée par les chiffres du dernier recensement de 2007, selon lequel la population chrétienne orthodoxe ne s'élèverait qu'à 43,5 % de la population, face à 33,9 % de musulmans et 18,6 % de pentecôtistes³⁸. Des chiffres d'ailleurs vivement contestés par l'Eglise orthodoxe et les musulmans qui les considèrent sous-évalués.

Les compétitions intra- et inter-religieuses ne se limitent pas aux polémiques religieuses et historiographiques. Elles se politisent également en pénétrant l'espace public *via* les constructions de mosquées et d'églises. La cohabitation demeure généralement pacifique, mais on ne peut qu'être frappé par les constructions presque en vis-à-vis de nouveaux édifices religieux dans la capitale ou dans les autres villes du pays (celles-ci se livrant à une véritable compétition de haut-parleurs durant les prêches respectifs). Des constructions qui sont parfois objet de fortes tensions : une mosquée construite « illégalement » a été détruite à Addis-Abeba en 2006, provoquant de vives contestations, alors que la construction d'une nouvelle mosquée dans le quartier de Chola a finalement été interdite. Les demandes répétées de bâtir des mosquées dans les villes d'Axoum et de Lalibäla, symboles politico-religieux forts de l'Etat, ont également été rejetées³⁹.

³³ ABBINK Jon, « Religion in public spaces... », 2011, *op. cit.*, p. 256.

³⁴ ABBINK Jon, « Religion in public spaces... », 2011, *op. cit.*

³⁵ ABBINK Jon, « A Historical-Anthropological Approach to Islam in Ethiopia », *op. cit.*, p. 118.

³⁶ ABBINK Jon, « Religion in public spaces... », *op. cit.*

³⁷ *Ibid.*, p. 253.

³⁸ *National Census*, Ethiopian National Statistical Agency, 2007, p. 96. Très attendu, le recensement fut diffusé avec plusieurs mois de retard, ce qui valut au gouvernement d'être accusé d'avoir modifié les chiffres. Il n'existe pas d'autre enquête officielle.

³⁹ Notons également la tentative avortée de l'érection d'une statue à la mémoire de Grañ à Gondar, détruite à plusieurs reprises durant la nuit. Un projet finalement abandonné.

Les querelles ont pu prendre des formes plus violentes, comme à l'occasion de processions passant à proximité d'édifices religieux. Mais les violences physiques demeurent sporadiques et ne semblent pas faire l'objet d'une coordination à l'échelle nationale. De tels incidents opposant des chrétiens (orthodoxes ou protestants) et des musulmans ont été enregistrés depuis le début des années 2000 : dans la capitale, à Harar et à Kemise en 2001, à Arrago et Alaba en 2005, à Gondar, Jimma et Beghi en 2006, à Wolenkomi en 2010⁴⁰. Les incidents de Jimma et de Beghi (dans le Wollega) en 2006 sont révélateurs du caractère inédit de ces événements. Une branche radicale de jeunes salafistes nommée Takfir wal Hijra, critique à la fois à l'égard des salafistes plus anciens et des musulmans soufi, s'était implantée à Jimma afin d'y recruter au sein de la jeunesse locale⁴¹. Le Takfir aurait joué un rôle déterminant dans les incidents durant lesquels des églises et des mosquées ont été brûlées, faisant plusieurs morts en 2006, au nom de l'instauration de la loi islamique⁴². Le mouvement atteint un autre degré de politisation lorsque ses membres refusent de se munir de cartes d'identité et de verser leurs taxes. Le gouvernement d'Addis-Abeba réagit par l'envoi des forces de sécurité afin de rétablir l'ordre, chose faite après de violents affrontements et quelque 1 500 arrestations⁴³.

Notons *a contrario* le développement d'une branche réformiste radicale au sein de l'Église éthiopienne orthodoxe en « réaction » à la progression musulmane et protestante : le *Mahebere qeddusan*. Ce dernier met depuis plusieurs années en garde ses fidèles (lors des prières, dans les magazines, livres, sermons *etc.*) contre les dangers que représenterait l'islam radical, prônant un retour aux textes sacrés, à un puritanisme orthodoxe présenté comme le fondement de l'histoire éthiopienne⁴⁴.

Ces exemples illustrent le caractère multidimensionnel et complexe de la question de l'islam politique en Éthiopie. L'ouverture offerte par le régime au début des années 1990 a permis de connecter l'islam éthiopien à un « islam global », que ce soit par la littérature ou les échanges universitaires⁴⁵. Cette connexion a ouvert une fenêtre à la politisation de l'islam et attisé les peurs des responsables politiques vis-à-vis des mouvements réformistes (salafisme, wahhabisme). Elle a également accentué la méfiance vis-à-vis des connexions internationales supposées de ces groupes « salafistes/wahhabites » avec le terrorisme. Cette lecture se trouve confortée par au moins trois facteurs : la représentation historique persistante d'une menace extérieure associée aux musulmans (menaçant l'unité et la stabilité du pays) ; le déclenchement dans les années 1990 de la lutte contre le terrorisme, qui s'accroît à partir du 11 septembre 2001 ; et l'engagement armé de l'Éthiopie en Somalie qui prend de nouvelles proportions à partir de 2006 et de la « menace » posée par l'Union des Tribunaux islamiques à Mogadiscio, puis des Harakat al-Shabaab al-Mujahidin (Shabaab)⁴⁶.

Ces influences ont certes complexifié la scène musulmane éthiopienne, mais la méfiance du FDRPE reste très liée à des enjeux politiques internes⁴⁷. Mentionnons ici l'exemple de l'Oromo Liberation Front ayant bénéficié du soutien de salafistes Oromo. Un ancrage plus local que transnational. Les

⁴⁰ ØSTEBØ Terje, « Islam and State Relations in Ethiopia... », 2013, *op. cit.*

⁴¹ Ce groupe est caractéristique des jeunes zélés salafistes radicaux plaçant pour le port de la barbe longue et de pantalons raccourcis au-dessus des chevilles pour les hommes, du voile pour les femmes, ou encore prohibant la consommation d'alcool, voir ØSTEBØ Terje, *Islamism in the Horn of Africa. Assessing Ideology, Actors and Objectives*, International Law and Policy Institutes, Report 02, 2010, p. 49.

⁴² ABBINK Jon, « Religion in public spaces... », 2011, *op. cit.*, p. 265.

⁴³ ØSTEBØ Terje, *Islamism in the Horn of Africa...*, 2010, *op. cit.*, p. 31-32.

⁴⁴ Sur la branche réformiste radicale *Mahebere qeddusan*, voir notamment ANCEL Stéphane, « Centralization and political changes... », 2011, *op. cit.*

⁴⁵ ABBINK Jon, « A Historical-Anthropological Approach... », 1998, *op. cit.*

⁴⁶ Sur les Shabaab, voir HANSEN Stig Jarle, *Al Shabaab in Somalia: The History and Ideology of a Militant Islamist Group, 2005-2012*, Oxford University Press, USA, 2013.

⁴⁷ Le FDRPE sort alors d'un conflit de plus de vingt ans contre le *dārg*. D'abord allié au FDRPE, l'Oromo Liberation Front quitte le gouvernement de Transition (1991-1995) en 1992 et reprend les armes pour se battre non plus contre le *dārg*, mais contre les troupes du FDRPE et leurs alliés d'alors, le Front de Libération du Peuple Erythréen. DESPLAT Patrick, « Muslime in Äthiopien: Die Heiligenverehrung in Harar in Auseinandersetzung mit islamischen Reformströmungen (Muslims in Ethiopia: The Veneration of Saints in Harar at Variance with Islamic Reformism) », *Africa Spectrum*, vol. 37, n° 2, 2002, p. 141-157 ; RAMOS João Manuel, « From Beleaguered... », 2013, *op. cit.*

salafistes supportant l'OLF dans cette région aurait défendu non pas l'*Oumma* musulmane, mais surtout l'*Oromumma*, une communauté fondée sur l'appartenance ethnique⁴⁸. L'islam représenterait un socle de mobilisation qui doit ainsi être articulé, en fonction des cas et des enjeux, aux logiques de mobilisation ethniques et nationales. L'affaiblissement du mouvement laisse ouverte la question de l'éventuel renforcement d'une « identité » salafiste transnationale (voir annexe p. 37 sur le Salafisme en Ethiopie).

Le gouvernement éthiopien réagit dès le milieu des années 1990 en refermant l'espace ouvert quatre ans plus tôt aux musulmans éthiopiens. Suite aux incidents de la mosquée al-Anwar, l'*Ethiopian Youth Muslim Association*, l'un des principaux organisateurs de la manifestation, voit ses bureaux fermés et la plupart de ses membres arrêtés. Entre 1994 et 1996, de nombreuses organisations islamiques et de nombreux journaux sont également fermés. La seule organisation désormais tolérée et chargée de représenter les communautés musulmanes dans le pays est l'*Ethiopian Islamic Affairs Supreme Council* (EIASC) hérité du *därg*. Le FDRPE dispose ainsi d'une institution relais sous contrôle, réformée à plusieurs reprises au cours des années 1990, et dont les membres font déjà l'objet de vives critiques au début des années 1990⁴⁹. En 2004, dans le contexte de lutte internationale contre le terrorisme et de montée des tensions religieuses dans certaines localités éthiopiennes, l'EIASC renouvelle la totalité de ses membres exécutifs. La présence d'un représentant du ministère des Affaires étrangères éthiopien lors de l'élection des nouveaux représentants musulmans laisse peu de doute sur l'influence jouée par le FDRPE sur l'institution musulmane⁵⁰. Des membres réputés anti-salafistes sont élus et les représentants sortant expulsés sont en partie poursuivis pour corruption et critiqués pour leurs liens avec les réseaux salafistes. L'interventionnisme du FDRPE dans l'EIASC est à nouveau violemment critiqué par les musulmans.

C. Favoriser le « bon islam » : La montée de l'interventionnisme du FDRPE et la question d'Al-Ahbash

Le FDRPE devient particulièrement actif en Ethiopie et en dehors d'Ethiopie afin de marginaliser d'un côté ce qu'il considère comme des groupes salafistes (ou wahhabites), assimilés à un « islam radical », « dangereux » et « étranger », et favoriser de l'autre les musulmans jugés tolérants, ancrés localement et défendant un islam « traditionnel » soufi. On peut lire ainsi le soutien apporté par le gouvernement éthiopien au groupe islamiste Ahlu Sunnah Wal Jama'a (ASWJ) en Somalie. Il s'agissait alors de former une alliance s'opposant aux éléments radicaux des Tribunaux islamiques déchus, notamment les Shabaab⁵¹. À l'intérieur de l'Ethiopie, le gouvernement descend à un degré de contrôle inférieur à l'EIASC en 2009 en exigeant des mosquées qu'elles fournissent désormais des informations relatives à leurs financements et à leur fonctionnement (une nouvelle règle émise par l'intermédiaire de l'EIASC)⁵².

Les initiatives du FDRPE prennent une nouvelle dimension à partir de juin 2011 et conduisent à de nombreux mois de manifestations musulmanes. Poursuivant son entreprise consistant à exclure les éléments jugés « radicaux » des institutions islamiques éthiopiennes, le FDRPE entreprend de nommer de nouveaux membres au sein de l'EIASC en 2012. C'est en 2011 que le processus est engagé suite à l'invitation du gouvernement de Meles Zenawi et de l'EIASC, en juin 2011, d'une délégation de quinze théologiens libanais de l'Association des Projets Charitables Islamiques, plus connu sous le nom d'Al-Ahbash (voir encadré).

⁴⁸ ØSTEBØ Terje, *Islamism in the Horn of Africa...*, 2010, *op. cit.*, p. 31.

⁴⁹ ABBINK Jon, « A Historical-Anthropological Approach... », 1998, *op. cit.*, p. 118.

⁵⁰ ØSTEBØ Terje, *Islamism in the Horn of Africa...*, 2010, *op. cit.*, p. 40.

⁵¹ International Crisis Group, *Somalia's Divided Islamists*, Policy Briefing n° 74, 18 May 2010. Selon la même logique appliquée en Ethiopie, une version locale d'ASWJ aurait été créée en Région Oromo en juin 2012 afin de « combattre l'extrémisme » en collaboration avec le gouvernement. ØSTEBØ Terje, « Islam and State Relations in Ethiopia... », 2013, *op. cit.*, 1043.

⁵² ØSTEBØ Terje, *Islamism in the Horn of Africa...*, 2010, *op. cit.*, p. 41.

Un séminaire est initialement organisé à Harar, auquel participent le vice-président de l'organisation libanaise, le docteur Samir Qadi, et le ministre éthiopien des Affaires fédérales, Shiferaw Teklemariam. Devant 1 300 participants, le ministre des Affaires fédérales présente un exposé sur le thème de l'« extrémisme religieux » suivi de sessions de travail intitulées « *Is Wahhabism a threat to Ethiopia?* » et dirigées par les représentants d'Al-Habash⁵³. Le mois suivant, le docteur Samir Qadi donne une conférence au Ghion Hotel à Addis-Abeba sur le même thème. Retranscrit par Østebø⁵⁴, le discours tenu par le vice-président d'Al-Habash est alors très virulent à l'égard de Frères musulmans, des salafistes et des wahhabites tous qualifiés de « menace imminente », de « violents extrémistes » déterminés à exterminer physiquement toutes les autres formes d'islam. Salafistes, wahhabites et terroristes assimilés à Al-Qaida sont condamnés alors que les partisans d'un islam dit « modéré, institutionnalisé et traditionnel » sont encouragés afin d'enrayer ces formes extrêmes.

Association des Projets Charitables Islamiques (Al-Ahbash)

Al-Ahbash, diminutif du nom officiel « Association des Projets Charitables Islamiques » (*Jami'at al-Mashari' al-Khayriya al-Islamiya*), est fondée dans les années 1960 au Liban par le cheikh Abdullah al-Harari (1910-2008). Ce dernier est un leader soufi originaire de Harar, centre musulman historique d'Éthiopie - les polémiques religieuses l'opposent à un autre cheikh également originaire de Harar mais exilé et formé en Arabie saoudite, d'obédience salafiste, le cheikh Yusuf 'Abd al-Rahman.

Le cheikh Abdulah al Harari a conservé une influence notable en Éthiopie via le mouvement Al-Ahbash fondé au Liban et par la diffusion de ses écrits. Le mouvement a progressivement pénétré la scène politique libanaise dans les années 1980, et des représentants siègent au Parlement en 1989. L'objectif affiché de l'Association islamique consiste moins à islamiser le politique qu'à soutenir des actions sociales au Liban, promouvoir le pluralisme religieux et participer à la stabilité politique. À la même époque, l'APCI émerge comme une organisation islamique transnationale en ouvrant des représentations en Asie, au Moyen-Orient, en Europe, en Amérique du Nord et en Australie. L'Association est notamment active dans l'éducation (jardins d'enfants, écoles primaires, collèges), l'organisation de fête religieuse ou encore le soutien à des activités sportives et culturelles.

Du point de vue de la doctrine, Al-Ahbash est un fervent opposant au salafisme et aux Frères musulmans. L'Association a des racines diverses, sunnites, shi'a, et soufies. Elle a développé des liens étroits avec de nombreuses confréries soufies. Cela explique sa défense de la vénération et des pèlerinages des lieux saints (auxquels les salafistes s'opposent notamment).

Al-Ahbash s'oppose fermement aux préceptes défendus par Mohamed ibn Abd al-Wahhab, et Sayid Qutb. Ceux-ci sont perçus comme d'intolérants extrémistes et Sayid Qutb est vivement critiqué pour ses engagements politiques. Al-Ahbash se présente comme une force modérée défendant un islam tolérant, pluriel, la stabilité, la collaboration avec l'Occident. Al-Ahbash fonda un bureau à Addis-Abeba en 1996.

<http://www.aicp.ca/about/>

A. Nizar Hamzeh and R. Hrair Dekmejian, « A Sufi Response to Political Islamism: Al-Ahbash of Lebanon », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 28, n° 2, May, 1996, p. 217-229

Mustafa Kabha and Haggai Erlich, « Al-Ahbash and Wahhabiyya: Interpretations of Islam », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 38, n° 4, November 2006, p. 519-538.

Les formations (*trainings*) se poursuivent dans l'ensemble du pays en 2012, notamment au sein des universités (9 campus en septembre 2012). Les participants (18 000 au total selon Østebø) auraient en partie été rémunérés, alors que les éléments réticents auraient effectué des séjours en prison (200 auraient été emprisonnés à Adama pour avoir quitté le training). L'imam de la mosquée Awolia (affiliée à la *Muslim World League* saoudienne jusqu'à ce que le gouvernement en transfère récemment la direction à l'EIASC) aurait quant à lui été renvoyé pour avoir refusé d'assister à ces *trainings*. Protestant, les enseignants et nombre d'étudiants sont arrêtés et accusés de terrorisme. De nombreuses et massives manifestations ont alors lieu dans le pays. Les manifestations à Addis-

⁵³ ØSTEBØ Terje, « Islam and State Relations in Ethiopia... », 2013, *op. cit.*, RAMOS João Manuel, « From Beleaguered... », 2013, *op. cit.*

⁵⁴ ØSTEBØ Terje, « Islam and State Relations in Ethiopia... », 2013, *op. cit.*

Abeba, pourtant massives, n'ont fait aucune victime connue malgré une répression parfois violente et de nombreuses intimidations⁵⁵. Des victimes mortellement blessées ont en revanche été signalées dans les villes d'Asasa en mai 2012 et de Gerba en octobre 2012⁵⁶. Un comité d'arbitrage constitué de 17 représentants musulmans (*elders*) est mis en place afin de négocier avec le gouvernement (respect de l'indépendance de l'EIASC, réouverture des écoles et des mosquées fermées, fin de la tentative d'imposer un islam d'Etat *via* Al-Ahbash, et réélection des conseils musulmans - *majlis* – au sein des mosquées et non au sein des *kebele*⁵⁷). En octobre 2012, le gouvernement met en prison 29 activistes musulmans suspectés de terrorisme. Une douzaine de ces délégués sont toujours détenus en prison (février 2014) sous le coup de la loi antiterroriste votée en 2009 à la veille des élections générales de 2010. Quant au gouvernement éthiopien, il continue de nier toute relation avec les représentants d'Al-Habash.

Ces tensions récentes entre le gouvernement et une partie des musulmans sont donc à envisager sur le temps long : de quelles façons les musulmans (avec la diversité de tendances confessionnelles que cela implique) jusqu'à récemment marginalisés au sein de l'Etat éthiopien sont-ils en train de renégocier une place dans l'histoire du pays et au sein de la société ? Des tensions qui s'expliquent également de façon conjoncturelle, dans une situation politique, sociale et économique particulière. En ce sens, cette crise est tout à fait révélatrice d'une part de la frustration d'une partie de la population, et d'autre part des modes de gouvernement surannés du FDRPE, signes d'une indispensable ouverture politique d'ici les élections de 2015.

II. Le reflet des enjeux éthiopiens contemporains

Moins qu'une montée d'un islamisme⁵⁸ radical en Ethiopie, ces événements sont révélateur des modes de gouvernement du FDRPE et de ses ambitions politiques. À un an des élections, cette réaction renseigne sur l'ambition croissante du parti au pouvoir de contrôler l'ensemble des institutions religieuses, politiques, économiques et sociales du pays, quitte à user des menaces et de moyens coercitifs.

A. Des tensions avant tout politiques et sociales

Les confrontations opposant une partie des musulmans et le FDRPE peuvent en premier lieu être lues comme découlant de la dégradation de la situation politique et sociale du pays. Manuel João Ramos a récemment mis en avant les bouleversements urbains et sociaux inédits pour expliquer ces mobilisations. La peur d'un islam centripète remettant en cause l'unité du pays relèverait de plusieurs raccourcis de la part du gouvernement. D'abord, celui d'un islam qui serait périphérique, et l'idée fautive d'une tendance confessionnelle des musulmans éthiopiens à suivre des courants réformistes tels que le wahhabisme ou le salafisme. Il faudrait davantage, selon l'auteur, lier les rapports entre réformistes et soufi aux reconfigurations économiques et sociales en cours. Le contexte politique fermé et la situation économique difficile pour de nombreux jeunes seraient les principales raisons de leur engagement dans ces mouvements radicaux.

Cet engagement deviendrait une façon de participer en politique, et l'adhésion à des courants réformistes un moyen d'atteindre des objectifs politiques et sociaux, bien plus qu'une fin en soi⁵⁹, dans un pays où le système partisan est pratiquement entièrement contrôlé par le FDRPE. Les rétributions attendues sont alors autant matérielles que symboliques. Comme le note Østebø, les groupes réformistes dans lesquels les jeunes s'engagent ne leur fourniront peut-être pas de travail

⁵⁵ RAMOS João Manuel, « From Beleaguered... », 2013, *op. cit.*, p. 24.

⁵⁶ Sur ces développements, voir ZELEKE Eresso, « Competing narratives on the causes of Ethiopian Muslim protests », *Horn of Africa Bulletin*, vol. 25, n° 1, January-February 2013, p. 6-9.

⁵⁷ Le *kebele* est l'échelon administratif au niveau des quartiers.

⁵⁸ Nous entendons ici par islamisme un mouvement politique ambitionnant une entrée et une représentation selon une logique et un projet ouvertement islamiques. Ce terme n'est onc nullement synonyme ici d'extrémisme ni de terrorisme.

⁵⁹ ABBINK Jon, « Religion in public spaces... », 2011, *op. cit.*, p. 265 ; RAMOS João Manuel, « From Beleaguered... », 2013, *op. cit.*, p. 22.

et ne régleront pas leur situation de pauvreté, mais ils leur offrent un « modèle alternatif universel d'appartenance et d'action sociale dans lequel la dignité remplace la désillusion et le sens remplace la marginalisation »⁶⁰. Ainsi, la question de l'enjeu politique de l'islam en Ethiopie consiste aujourd'hui à savoir dans quelle mesure certains courants islamiques (et islamistes) auraient vocation à devenir, comme dans d'autres pays, des structures de mobilisation pour les mécontents du régime.

Une autre question à laquelle il est également difficile de répondre pour l'instant est la suivante : comment expliquer une réaction si violente et radicale du gouvernement éthiopien, créant un « problème musulman » telle une prophétie autoréalisatrice ? On pourrait arguer de la panique face aux « printemps arabes », ou d'une plus profondément d'une culture élitiste profondément ancrée dans l'Eglise orthodoxe et continuant de percevoir l'islam comme une menace extérieure. On pourrait également mentionner les enjeux financiers d'une éventuelle « lutte » entre EFFORT (le consortium du FPLT) et MIDROC, l'empire d'Al Amoudi⁶¹. On pourrait enfin mettre en avant une peur sincère des dirigeants éthiopiens face aux mouvements réformistes, que ces derniers soient fantasmés ou réels. Il est difficile de rejeter ces arguments en bloc. Néanmoins, ces épisodes sont avant tout révélateurs des façons de faire de la politique de la part du FDRPE, du resserrement continu de la scène politique depuis le lendemain des élections de 2005 et surtout la peur, dans un contexte où le FDRPE est fragilisé depuis la mort de Meles, que la situation ne lui échappe.

Le projet politico-économique du FDRPE en lui-même nécessite un contrôle « totalisant ». L'idéologie officielle du parti et du régime, démocratique révolutionnaire (*Abyotawi dimokrass*)⁶², laisse peu d'espace aux groupes politiques d'opposition, considérés dans le jargon officiel comme des « ennemis » plutôt que comme des opposants. En effet, malgré le multipartisme conforme aux normes libérales internationales dominantes, la « démocratie révolutionnaire » n'admet, par définition, aucune opposition partisane. Le système politique au sein duquel coexistent par conséquent des institutions à la fois libérales et révolutionnaires a fonctionné *via* le contrôle direct ou indirect des institutions de l'Etat (les associations de masse en sont un exemple). La politique de contrôle de l'EIASC par le FDRPE, l'utilisation des campus universitaires pour diffuser la ligne officielle du parti et « éduquer les masses », ou encore le recours à la force et aux arrestations systématiques font partie d'un système de gouvernance élaboré depuis le début des années 1990, et en partie hérité de la lutte contre le *därg*. Le « *vanguard party* » doit éclairer le peuple comme un seul homme, et les individus composant ce dernier doivent être prêts au sacrifice au nom du bien commun.

B. Le « developmental state » éthiopien : un projet politico-économique qui ne supporte aucune remise en cause

Dans ce contexte, malgré les manifestations inédites organisées ces dernières années par les mouvements islamiques ou les partis politiques d'opposition – qui peuvent laisser croire à une ouverture politique - il faudra sans doute s'attendre à une reprise en main de la part du gouvernement d'ici les prochaines élections. Car la démocratie révolutionnaire s'articule depuis environ une décennie à ce que Meles Zenawi appelait le « *developmental state* » éthiopien – en référence aux réussites économiques du Japon et des « dragons » asiatiques. Ce modèle de développement, dont la réalisation se poursuit actuellement, plaide pour un fort interventionnisme de l'Etat dans la sphère économique et un développement contrôlé, limité et progressif du secteur privé⁶³. Un projet qui contient une forte dimension « idéologique développementaliste »⁶⁴ selon laquelle la démocratie n'est qu'une

⁶⁰ Østebø Terje, *Islamic Militancy in Africa*, ACSS Security Brief, n° 23, November 2012, p. 6.

⁶¹ La Zam-Zam Bank, une banque islamique libre d'intérêt, fut fermée par le gouvernement en juin 2012.

⁶² BACH Jean-Nicolas, « *Abyotawi* democracy: Neither revolutionary nor democratic, a critical review of EPRDF's conception of revolutionary democracy in post-1991 Ethiopia », *Journal of Eastern African Studies*, 5/4, 2011, p. 641-663.

⁶³ Pour une réflexion synthétique et récente sur l'articulation du « *developmental state* » aux systèmes politico-économiques africains, voir KELSALL Tim, *Business, Politics, and the State in Africa, Challenging the Orthodoxies on Growth and Transformation*, Zed Books, London, New York, 2013.

⁶⁴ MKANDAWIRE Thandika, « Thinking about developmental state in Africa », *Cambridge Journal of Economics*, 25/3, 2001, p. 289-313

priorité secondaire et la restructuration de l'économie (développement du secteur industriel et des services) la priorité absolue. L'Éthiopie est aujourd'hui bien engagée dans ce projet qui pourrait bien porter ses fruits. Mais il nécessite non seulement le contrôle des principales branches de l'économie par le parti, notamment par le fameux *Endowment Fund For the Rehabilitation of Tigray* (EFFORT)⁶⁵, mais également une politique quasi-totalisante (diffusion de cadres du parti à tous les niveaux de l'administration, réformes des circonscriptions administratives, surveillance des citoyens entre eux, fermeture politique afin d'éviter une alternance gouvernementale qui remettrait en cause un projet défini sur un horizon de deux décennies). Les mouvements réformistes ne sont-ils pas accusés d'être « anticonstitutionnels » et « antidéveloppementaux »⁶⁶?

Cette dernière accusation est tout à fait révélatrice de la priorité donnée aux enjeux économiques. Une économie au bilan mitigé qui devrait conduire à un durcissement du régime. Le quotidien hebdomadaire *Fortune* écrivait ainsi en première page le 9 février 2014 : « *Beneath the national narrative of double digit growth and a largely state driven transformation lays the sad story of 2,7 million Ethiopians who will not be able to feed themselves in 2014* »⁶⁷. Par ailleurs, selon le *World Economic Situation and Prospects Report* de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique de 2014, le produit intérieur brut de l'Éthiopie devrait passer de 6,9 % en 2013 à 6,5 % en 2014, alors que l'inflation devrait à nouveau sensiblement augmenter, passant de 9,1 % en 2013 à 9,5 % en 2014⁶⁸. Quant au projet économique qui concentre une attention et un effort national des plus soutenus depuis plusieurs années, à savoir la construction du barrage de la Renaissance sur le Nil, les rumeurs commencent à circuler sur l'incapacité financière de l'État éthiopien à conduire le projet à terme.

Au-delà des avancées indéniables du FDRPE en matière d'infrastructures et de développement depuis une décennie, le bilan reste donc mitigé (le secteur industriel peine encore à décoller). L'absence du concepteur du système, Meles Zenawi, rendra sans aucun doute la défense du bilan plus délicate à l'heure des débats pré-électorales de 2015, et les réactions du FDRPE d'autant plus violentes face à une éventuelle contestation.

La répression à l'égard des mouvements religieux réformistes et terroristes est donc à comprendre dans une politique plus large de reprise en main de la scène politique et de la société dans son ensemble. Une fois encore, les enjeux sont donc moins religieux que politiques. Quant à l'utilisation du spectre terroriste, il est loin d'être inédit. Les manifestants contestant les résultats des élections de 2005 furent accusés de terrorisme et de menace à la sûreté de l'État. Les partis politiques d'opposition dans leur ensemble sont régulièrement assimilés tout à la fois à la menace Shabiya (c'est-à-dire le gouvernement érythréen) et aux mouvements armés somalis depuis le début des années 2000. La loi antiterroriste adoptée en 2009⁶⁹ à la veille des élections de 2010 a offert un cadre légal à cette menace mise à exécution (on se souvient de l'épisode récent des deux journalistes suédois accusés de préparer des actes terroristes alors qu'ils réalisaient un reportage sur le mouvement rebelle somali, l'ONLF ; le journaliste éthiopien Eskinder Nega est quant à lui toujours en prison pour « terrorisme », de même que d'autres activistes politiques). Le signal envoyé par le FDRPE depuis février 2013 est en ce sens on ne peut plus clair : avec la diffusion sur ETV (la télévision nationale) d'une série de reportages portant sur la menace terroriste, la mise en garde

⁶⁵ Voir PAULOS Milkias, « Ethiopia, the TPLF, and the Roots of the 2001 Political Tremor », *Northeast African Studies*, vol. 10, n° 2, 2003, p. 13-66; VAUGHAN Sarah & GEBREMICHAEL M., « Rethinking Business and Politics in Ethiopia. The Role of Effort, the Endowment Fund for the Rehabilitation of Tigray », *Africa Power and Politics*, Research Report, n° 2, août 2011.

⁶⁶ Une accusation qui fait écho à celles du *därg* envers les musulmans et les chrétiens qualifiés alors d'« anti-développement » et d'« arriérés ». ØSTEBØ TERJE, « Islam and State Relations in Ethiopia... », 2013, *op. cit.*, p. 1049.

⁶⁷ « Going Without », *Fortune*, volume 14, n° 719, February 9, 2014, p. 1.

⁶⁸ ESKEDAR Kifle, « Ethiopia's economic growth to slow down slightly », *Capital*, n° 790, January 26, 2014, p. 14. Voir le rapport des Nations unies : http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2014wesp_pr_africa_joburg_fr.pdf

⁶⁹ « A Proclamation on Anti-Terrorism », *Federal Negarit Gazeta of the Federal Democratic Republic of Ethiopia*, Proclamation no. 652/2009, 15th Year, n° 57, Addis Ababa, August 28, 2009.

est lancée⁷⁰. Ces reportages sponsorisés par la chaîne gouvernementale ont vocation à mettre en garde contre le développement, en Ethiopie, de groupes extrémistes comparés aux Taliban afghans, à Al-Qaida au Maghreb islamique, aux Shabaab somalien ou encore à Boko Haram au Nigéria. Le documentaire en offre la « preuve » à travers « l'histoire » des 29 activistes musulmans présentées comme fondamentalistes et arrêtés pour avoir travaillé sans relâche dans la clandestinité à la création d'un « Etat islamique » en Ethiopie.

À l'occasion d'une conférence de presse donnée en octobre dernier, suite à des manifestations organisées par *Semayawi Parti*, le Premier ministre éthiopien Hailémarïam Dessalegn a quant à lui réitéré une assimilation entre terroristes, extrémistes religieux influencés depuis l'étranger, et groupes d'opposition. Ceux qui franchiront la ligne rouge seront « stoppés » : « *This by itself is a manifestation of democracy, and the question has already been addressed by the government (...). However, the question that is being raised by the opposition is not theirs but of outside forces, so if similar questions continue then we will ban any form of protests organized by the opposition* »⁷¹. Shimeles Kemal, le porte-parole du FDRPE, a également qualifié à plusieurs reprises les manifestations menées par le même parti en 2013 d'essentiellement musulmanes. Il faut voir dans la manifestation organisée par le gouvernement contre l'extrémisme religieux, le jour même de la marche prévue par le *Blue Party* contre la politique gouvernementale début septembre 2013, une égale mise en garde⁷².

Dans le cadre du projet politico-économique du « *developmental state* » et dans la perspective des prochaines élections, le FDRPE poursuit par ailleurs sa politique de contrôle au plus bas de la société. Cela passe notamment par la transformation du FDRPE en parti massif, enclenchée à la veille des élections de 2010⁷³. Un parti devenu certes massif en avoisinant les six millions de membres, mais dont on peut douter qu'il soit un parti de masse. En effet, l'adhésion est souvent loin de répondre à une logique volontaire d'engagement militant. Le parti est devenu un passage obligé pour celui ou celle qui souhaiterait entretenir de bonnes relations avec l'administration, obtenir les engrais ou les pesticides nécessaires à sa production agricole *etc.* Au niveau des *kebele* urbains, l'attrait des nouveaux adhérents passe souvent par la distribution d'une petite somme d'argent pour assister aux réunions (*säbsäba* ; entre 30 et 100 birr, selon nos différents interlocuteurs). Après quelques réunions, les représentants du *kebele* proposeraient au nouveau participant de prendre sa carte au parti. Une affiliation qui présenterait de nombreux avantages, comme celui d'être favorisé pour l'obtention d'un travail bien rémunéré, de bénéficier de formations gouvernementales, voire d'obtenir un crédit plus facilement pour lancer son affaire.

C. Le FDRPE va-t-il trop loin ?

À partir de la structure administrative héritée du *därg*, la politique de la menace et de la peur a franchi un seuil inquiétant ces dernières années. Touchant chaque secteur de la société, un système appelé *And lä Amist* (« 1 pour 5 ») est progressivement mis en place à la campagne, chez les ouvriers, dans les universités et dans l'ensemble de la fonction publique. Le système, qui représente un échelon institutionnalisé désormais inférieur au *kebele*, est relativement simple : les travailleurs doivent s'organiser par groupes de cinq personnes, parmi lesquelles un responsable est « désigné » pour rendre des comptes sur les performances de ses camarades lors de réunions régulières. Les rapports remontent ensuite *via* la chaîne administrative (*kebele*, *woreda*, *région* *etc.*). Il s'agit officiellement de faire en sorte que les meilleurs éléments de la société tirent vers le haut les autres membres du groupe. Mais on peut y voir un redoutable et inquiétant système de contrôle au plus bas niveau de

⁷⁰ Ces reportages, intitulés *Jihadawi Harakat*, sont disponibles sur le site Youtube, consultés le 20 janvier 2014 : <http://www.waltainfo.com/index.php/current-events-/11929-terrorism-risk-in-ethiopia-part-1>, <http://www.waltainfo.com/index.php/current-events-/11930-terrorism-risk-in-ethiopia-part-ii>, <http://www.waltainfo.com/index.php/current-events-/11957-terrorism-risk-in-ethiopia-part-iii>.

⁷¹ YOHANNES Anberbir, « PM draws red line », *The Ethiopian Reporter*, October 5, 2013.

⁷² VAN DER WOLF Marthe, « EthiopiaNew Ethiopian Party Hopes to Stage Anti-Government Rally », *Voice of American*, September 2, 2013, consulté en ligne le 8 octobre 2013, <http://allafrica.com/stories/201309030117.html>.

⁷³ Voir TRONVOLL Kjetil, « The Ethiopian 2010 Federal and Regional Elections: Re-establishing the One-party State », *African Affairs*, Briefing, 2010, p. 1-16.

la société, dans lequel les individus développent une méfiance croissante les uns vis-à-vis des autres. Un système de surveillance également coûteux et sans doute voué à disparaître après les élections, dans la mesure où les responsables (« 1 ») sont rémunérés pour cette activité.

Enfin, l'armée de cadres formés par le FDRPE peut être perçue comme la colonne vertébrale du système. Ce sont les intermédiaires puissants entre les citoyens et l'administration dont le nombre a fortement augmenté ces dernières années. Une politique qui n'est que la mise en œuvre de la stratégie élaborée par le FDRPE dès le début des années 1990 et confirmée par la suite⁷⁴, selon laquelle le parti au pouvoir devrait contrôler tous les niveaux de l'administration, des écoles, des médias et de l'économie par la diffusion de ses cadres (stratégie dans laquelle l'échelon administratif du *woreda* doit jouer un rôle clé). La réforme en cours des unités administratives (*kebele* et *woreda*) confirme par conséquent la mise en œuvre d'une stratégie élaborée il y a deux décennies.

Plusieurs questions doivent être soulevées quant à cette structure partisane tentaculaire. On peut tout d'abord s'interroger sur le soutien réel des adhérents au FDRPE. Les déterminants de l'adhésion oscillant entre opportunité, contrainte et survie, il y a fort à parier que la domination du FDRPE soit aujourd'hui fondée sur une armée de résignés, ou d'opportunistes, plutôt que de militants. De plus, le système d'auto-surveillance (appelé également *community police*) au plus bas niveau de la société, notamment par l'initiative *And lä Amist*, risque d'atteindre les limites du supportable pour les citoyens éthiopiens. Nombre de commentateurs avaient interprété le succès des groupes d'opposition aux élections de 2005 comme le résultat d'une lassitude envers l'intrusion du FDRPE plutôt qu'un vote en faveur des opposants. Si cette analyse était vérifiée, le fait de pousser un peu plus loin la présence du FDRPE dans le quotidien des citoyens pourrait encourager les votants à réitérer un vote contestataire.

Un autre effet pervers du resserrement attendu de la scène politique à un an des prochaines élections générales concerne le risque d'une radicalisation des stratégies des groupes politiques, même si pour l'instant, les oppositions s'ajustent et les alliances se redéfinissent en vue des prochaines élections.

III. Les réalignements d'opposition

Pour les leaders du FDRPE, les causes profondes des maux et des conflits sous les régimes précédents découlaient des politiques centralisatrices de l'Etat et de l'oppression des nationalités du pays. Leur arrivée au pouvoir en 1991 marque par conséquent l'imposition d'une conception particulière de la nation éthiopienne, reflétée par la nouvelle Constitution de 1995 : les « Droits des Nations, Nationalités et Peuples d'Ethiopie » s'imposent comme base de la représentation politique et du régime fédéral. Après deux décennies de lutte pour le contrôle de l'Etat, la scène politique en général, et le système partisan en particulier, se trouvent remodelés à partir d'une conception stalinienne des nationalités, au sein d'un Etat qui devra être uni et démocratique⁷⁵.

Pendant la période de transition (1991-1995), les partis fondés sur une logique ethnique sont invités à participer au processus de transition⁷⁶, alors que d'autres groupes politiques critiquant la logique ethno-partisane et le risque encouru de faire exploser l'Ethiopie sont quant à eux évincés ou mis en prison⁷⁷. Au-delà de cet aspect idéologique clivant, il s'agit également d'empêcher, en situation de post-conflit immédiat, le retour politique de groupes contre qui les nouveaux dirigeants s'étaient

⁷⁴ Pour une description de la structure de contrôle telle qu'ambitionnée par le FDRPE dès le début des années 1990, voir le *Guideline for Organizational Structure and Operation*, (circa 1995) traduction réalisée et publiée par *The Ethiopian Register*, September 1997.

⁷⁵ Les nouveaux leaders considéraient que Staline n'avait jamais réellement appliqué la théorie des nationalités.

⁷⁶ Sur la période de transition, voir VAUGHAN Sarah, *The Addis Ababa Transitional Conference of July 1991 : its origins, history and significance*, Centre of African Studies, Occasional Paper, n° 51, Edinburgh University, 1994.

⁷⁷ Voir KASSAHUN Berhanu, « Party Politics and Political Culture in Ethiopia, in *African Political Parties* », dans *African political Parties, Evolution, Institutionalisation and Governance*, MOHAMED Salih M.A. (dir.), Pluto Press, OSSREA, London, 2003, 115-147 ;

battus durant la guerre (le FPLT ne permet ni le retour de l'EPRP ni de l'*Ethiopian Democratic Union* aristocratique de Mengesha contre lesquels il s'était imposé par les armes au Tigrāi). Le FDRPE représente depuis le cœur du régime : majoritaire au Parlement à l'issue de chaque élection générale (1995, 2000, 2005 et 2010), le Front au pouvoir peut s'appuyer sur ses partis satellites et affiliés dans les neuf régions du pays pour mettre en œuvre sa politique⁷⁸. Néanmoins, dans un contexte politique difficile et malgré les tensions internes aux partis d'oppositions eux-mêmes, ces derniers sont parvenus à s'organiser. Nous revenons ici sur les traits principaux de ces oppositions et la façon dont ils envisagent les prochaines élections générales de 2015.

A. Les ancrages historiques et historiographiques de la scène partisane contemporaine

Le projet ethno-fédéral du FDRPE se confronte dès le début des années 1990 à deux autres lectures de la scène politique nationale également héritées de la lutte contre les régimes précédents et en partie du mouvement étudiant des années 1960-1970 : d'un côté, une conception fondée sur une lecture en termes de « colonisation » (groupes érythréens comme l'EPLF ; en Ethiopie, on trouve l'Ogaden National Liberation Front Somali, ou encore l'Oromo Liberation Front) ; de l'autre, une vision en termes de (re)construction d'une Grande Ethiopie incluant dans un même ensemble une multitude de nationalités partageant une forte identité éthiopienne et une histoire millénaire (l'*Ethiopian Democratic Union*, ou encore l'AAPO, devenu AEUP – pour ce dernier, voir encadré en annexe).

Ces héritages idéologiques des années 1960-1970 continuent de façonner profondément la scène politique partisane éthiopienne autour de quelques questions principales : le fédéralisme ethnique, la question du droit de sécession en général (article 39 de la Constitution de 1995) et de la sécession de l'Erythrée en particulier, la nationalisation du foncier, ou encore l'opposition entre *class struggle* et *national struggle*⁷⁹.

Contestant la logique ethnique fédérale, la situation sécuritaire en région Amhara, et la sécession de l'Erythrée, le professeur Asrate Woldeyes fonde dès le début des années 1990 l'All Amhara People Organization, qui deviendra ensuite l'All Ethiopia Unity Party. Défendant une Ethiopie unie, de nombreuses personnalités de la scène politique actuelle ont fait leurs armes dans l'AAPO ou l'AEUP. Parmi ceux-ci, on retrouve notamment l'actuel vice-président de l'UDJ (*Andinnet* en amharique) Seyoum Mengesha, et le président de ce même parti l'Engineer Gezahegn Shiferaw⁸⁰. On y trouve également le fondateur de l'*Ethiopian Democratic Party* (IDéPa) Lidetu Ayelewu⁸¹, et son actuel président, Chanie Bekele⁸². L'AEUP (*Māhihad*) est aujourd'hui présidé par Abebaw Getaneh qui a récemment succédé à l'Eng. Haylew Shawel.

Le détour historique permet de comprendre la proximité des programmes politiques et les affinités idéologiques d'une partie des opposants se définissant eux-mêmes comme « libéraux » : *Māhihad*, IDéPa, *Andinnet* (UDJ), et *Semayawi Parti*⁸³ se définissent tous comme des partis « libéraux ». Ces partis se réfèrent ainsi au libéralisme politique (multipartisme, liberté de la presse, démocratie libérale

⁷⁸ Pour une présentation globale du système politique éthiopien depuis 1991, voir VAUGHAN Sarah, & TRONVOLL Kjetil, *The Culture of Power in Contemporary Ethiopian Political Life*, *Sidastudies*, n° 10, 2003, et plus récemment le numéro du *Journal of Eastern African Studies* consacré à vingt ans de règne du FDRPE, dirigé par Jon ABBINK & Tobias HAGMANN, « Twenty years of Revolutionary Democratic Ethiopia », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 5, Issue 4, 2011.

⁷⁹ Le FPLT et plus largement le FDRPE défendent depuis la guerre une conception de la lutte basée sur le principe de libération des nationalités opprimées. D'autres groupes, tels que l'*Ethiopian Peoples's Revolutionary Party* (EPRP) défendaient une conception davantage basée sur le principe de la lutte des classes. Le FPLT et l'EPRP s'affrontèrent violemment au Tigrāi à la fin des années 1970. Défait, l'EPRP s'exila et ne fut jamais autorisé à se constituer en parti en Ethiopie après 1991.

⁸⁰ Entretien de l'auteur avec Seyoum Mengesha et l'Eng. Gezahegn, Addis-Abeba, 31 janvier 2014.

⁸¹ À la fin des années 1990, Lidetu Ayelewu quitte l'AEUP en critiquant son fonctionnement interne, pour fonder IDéPa.

⁸² Entretien de l'auteur avec Chanie Bekele, président du parti IDéPa, Addis-Abeba, 13 février 2014.

⁸³ Les membres fondateurs du *Semayawi Parti*, dont son président actuel Yilkal Getent, étaient également des membres fondateurs d'*Andinnet*.

représentative et électorale) et économique (privatisation du foncier⁸⁴, respect de la loi du marché et de la libre concurrence). Ces partis ont également en commun de plaider pour la suppression du fameux article 39 de la Constitution de 1995 (droit de sécession). La distinction « idéologique » s'opère surtout en négatif par rapport à l'idéologie révolutionnaire (*Abyotawi dimokrassi*) du FDRPE et se distingue d'un troisième ensemble idéologique, celui des « sociaux-démocrates », tels que se définissent eux-mêmes les membres du Front d'opposition *Medrek*.

Cette façon de se positionner sur l'échiquier politique se superpose désormais au « clivage » traditionnellement établi entre partis « ethniques » et partis « multinationaux » (une distinction en réalité assez malléable qui n'empêche pas les coalitions entre ces deux types de partis). Se définir comme « libéral » ou « social-démocrate » permet, d'une part de se différencier idéologiquement du Front au pouvoir et des autres opposants politiques. D'autre part cette étiquette idéologique permet de regrouper sous une logique commune des tendances divergentes quant à la dimension ethnique du projet politique défendu et rend ainsi possible les coalitions. En se définissant comme social-démocrate, le front d'opposition *Medrek* se donne par exemple une « identité » commune alors qu'il regroupe des partis dont les positions divergent quant au fédéralisme ethnique : certains partis membres du front *Medrek* sont en effet favorables au régime ethno-fédéral (Oromo Federalist Congress, Arena Tigraï, Sidama Liberation Front) alors que d'autres sont fondés sur une logique multinationale (l'ESP-SEUP, et jusqu'à récemment l'UDJ). Les deux autres tendances semblent plus homogènes sur ce point : les partis « libéraux » acceptent désormais officiellement le principe d'un régime fédéral mais rejettent tous l'ethno-fédéralisme ; quant aux partis du FDRPE, ils n'ont jamais remis en cause la logique ethno-fédérale du régime qu'ils ont élaboré et mis en place entre 1991 et 1995.

La scène politique est donc structurée autour de quelques grands thèmes interconnectés (conception de la nation, de l'Etat, droit de sécession, interventionnisme *versus* privatisation, représentation ethno-fédérale, droits de l'individu *versus* droits des nationalités, et bien entendu la réforme du foncier).

Néanmoins, il est souvent difficile de dépeindre et d'expliquer les logiques des coalitions et les (ré)alignements partisans à partir de ces lignes de controverses pratiques et idéologiques. En effet, les coalitions, fusions et fronts se sont fait et défaits selon des logiques qui transcendent ces fractures. L'idée d'une « nécessité » à s'unir pour lutter efficacement contre le puissant FDRPE a longtemps dominé chez les opposants, si bien qu'on a pu assister à la formation de coalitions dont les partis défendaient des programmes difficilement compatibles d'un point de vue pratique et idéologique⁸⁵. Les prochaines élections pourraient en ce sens représenter une nouveauté dans la mesure où l'on assisterait à une reconfiguration des alliances (ou des non-alliances) à partir de logiques *a priori* davantage compatibles politiquement et surtout idéologiquement, et où trois tendances majeures se dégageraient : un groupe libéral, un groupe social-démocrate, tout deux opposés à la démocratie révolutionnaire au pouvoir. Une évolution qui reste néanmoins pour l'instant à nuancer. En effet, les logiques d'alliances en cours laissent davantage croire au maintien des alignements définis classiquement à partir des divergences relatives au statut de la terre, au droit de sécession, et à la nature du régime (voir III.C.). Pour saisir les enjeux des élections à venir et des reconfigurations en cours, il nous faut effectuer un bref détour par les dernières élections de 2005 et de 2010⁸⁶.

⁸⁴ Depuis les lois de 1975 sous le régime du *därg*, le foncier (rural et urbain) appartient officiellement au « peuple », c'est-à-dire à l'Etat.

⁸⁵ Pour un aperçu historique et critique des coalitions depuis le début des années 1990, et aussi de leurs échecs, voir KASSAHUN Berhanu, « Party Politics and Political Culture in Ethiopia... », *op. cit.* ; ASNAKE Kefale, « The (un)making of opposition coalitions and the challenge of democratization in Ethiopia, 1991-2011 », *Journal of Eastern African Studies*, 5:4, p. 681-701.

⁸⁶ L'espace imparti ici ne nous permet pas de revenir en détail sur ces élections. Pour davantage d'informations, voir ABBINK Jon, « Discomfiture of democracy ? The 2005 Election Crisis in Ethiopia and its Aftermath », *African Affairs*, vol. 105, n° 419, 2006, p. 173-199. LEFORT René, « Powers – mengist – and peasants in rural Ethiopia: the May 2005 Elections », *Journal of Modern African Studies*, vol. 45, n° 2, 2007, p. 253-273 ; du même auteur, LEFORT René, « Power – mengist – and peasants in rural Ethiopia : the post- 2005 interlude », *Journal of Modern African Studies*, Cambridge University Press, vol. 48, n° 3, 2010, p. 435-460 ; International Crisis Group, *Ethiopia: Ethnic Federalism and its Discontents*, Africa Report n° 153, 4 September 2009 ; TRONVOLL Kjetil & HAGMANN Tobias (dir.), *Contested Power in Ethiopia, Traditional Authorities and Multy-Party Elections*, Leiden and Boston, Brill, 2012.

B. De 2005 à 2010 : La reprise en main de la scène politique, économique et sociale

Deux coalitions importantes font face à l'EPRDF en 2005 : la CUD (*Coalition for Unity and Democracy, Kennedjet*) et l'UEDF (*Union of Ethiopian Democratic Forces, Hibrät*), qui ont profité d'une ouverture politique sans précédent (débats télévisés, manifestations, accès à la presse).

Formée en octobre 2004, la CUD est composée de quatre partis : l'*All Ethiopian Unity Party*, l'*Ethiopia United Democratic Party-Medhin*⁸⁷, l'*Ethiopian Democratic League*, et *Rainbow Ethiopia* (le parti de Bertukan Mideksa⁸⁸). La CUD est ainsi formée de partis s'opposant au fédéralisme ethnique (même s'ils acceptent en partie le régime fédéral) et à la nationalisation des terres. Parmi les divergences internes, notons par exemple qu'IDéPa (dans UEDP-Medhin) est favorable à un système libéral parlementaire, alors que l'UDJ favorise un régime présidentiel.

L'*United Ethiopian Democratic Forces* (UEDF, *Hibrät*) est une coalition formée au départ d'une quinzaine de partis, dont l'*Oromo National Congress* conduit par Merera Gudina, l'*Ethiopian Social Democratic Federal Party* de Beyene Petros, ou encore de l'*Oromo Federalist Democratic Movement* de Bulcha Demeksa. Initialement, *Mähihad* et l'EDUP-Medhin faisaient partie de cette coalition, mais en sont sortis juste avant les élections de 2005 pour rejoindre la coalition CUD⁸⁹. *Hibrät* ne croit pas en un changement brutal du régime et accepte le fédéralisme fondé sur une logique ethnique, offrant une illustration de la nature difficilement compatible des programmes politiques des partis au départ alliés, *Mähihad* et EDUP-Medhin. Après le départ de ces derniers, les régions dans lesquelles la coalition *Hibrät* est le mieux ancrée se situent au Sud et en région Oromo. Mais une divergence demeure entre des partis fondés sur une logique ethno-fédérale (comme l'ONC) et les partis multinationaux (comme l'ESDFP de Beyene Petros, ou les soutiens de la diaspora états-unienne - 7 partis étaient basés aux Etats-Unis, dont l'EPRP).

À l'issue des élections du 15 mai 2005, la coalition CUD remporte 137 des 138 sièges du Conseil d'Addis-Abeba. Cela lui confère à la fois un ancrage régional et fédéral (grâce au statut spécial d'Addis-Abeba, région-Etat). La CUD remporte 109 sièges à la Chambre basse, ce qui est inédit. Quant à l'opposition dans son ensemble, elle remporte en 2005 172 sièges, contre 372 pour l'EPRDF et ses partis affiliés.

Mais dès le lendemain des élections, le gouvernement éthiopien proclame un couvre-feu qui attise les craintes des opposants de voir les élections truquées. Les manifestations des mois suivants seront sévèrement réprimées par les troupes gouvernementales (environ 200 morts et des milliers d'arrestations parmi les opposants, les journalistes et les organisations non gouvernementales).

Les coalitions explosent également. IDéPa quitte la CUD et décide d'accepter de siéger à la Chambre basse, alors que de nombreux autres membres boycottent⁹⁰. Parmi les membres IDéPa qui décident

⁸⁷ La fusion en 2003 de l'IDéPa (*Ethiopian Democratic Party*) de Lidetu et de l'EDU de Mengesha avait conduit à la formation de l'EUUP (*Ethiopian Unity Democratic Party*). L'EDUP-Medhin est le résultat de l'alliance entre l'EUUP et le *Medhin* (*Salvation Party*) du colonel Goshu Wolde en 2005. En 2009, à la veille des élections de 2010, l'EDUP-Medhin reprend le nom d'IDéPa, conduit par Lidetu Hayelewu.

⁸⁸ Bertukan Mideksa, ancienne juge éthiopienne ayant la réputation de s'être battu contre la corruption dans le pays, faisait partie de la coalition CUD en 2005 avec son parti *Rainbow Ethiopia*. Mise en prison suite aux répressions sévères de 2005, elle signe avec beaucoup d'autres le « pardon » en juillet 2007 et est libérée quelques semaines avant les festivités du Millénaire éthiopien (septembre 2007). Lors de la création d'UDJ, elle en est la Présidente, et l'Eng. Gezachew le Vice-président. Mais lors d'une conférence en Suède, Bertukan déclare avoir été libérée suite à des pressions et des négociations internationales exercées sur le FDRPE. Ce dernier l'arrête à son retour pour non-respect de la loi sur le Pardon. Elle ne sera libérée qu'après les élections de 2010. Elle est désormais sortie de la politique.

⁸⁹ ASNAKE Kefale, « The (un)making of opposition coalitions... », *op. cit.*, 2011 ; ICG, *Ethnic federalism...*, *op. cit.*, 2009 ; MELAKOU Tegegn, « Power Politics: Kinidjit and the 2005 Elections », *Journal of Developing Societies*, 24/2, 2008, p. 273-306.

⁹⁰ Voir ABBINK Jon, « Discomfiture of Democracy... », 2006, *op. cit.* ; et LYONS Terrence, « Conflict-generated diasporas and transnational politics in Ethiopia », *Conflict, Security & Development*, vol 7, n° 4, December 2007, p. 529-549.

alors de siéger, on trouve le président du parti de l'époque Lidetu Hayelewu, et son président actuel, Chanie Kebede. IDéPa est pour cela souvent présenté comme le « parti traître », comme un espion à la solde du gouvernement. Ces accusations sont encore assez courantes de la part de leaders non seulement chez le front *Medrek*, mais également chez *Māhihad* (AEUP) ou *Andinnet* (UDJ).

Une fois sortis de prison, les fondateurs de la CUD veulent quant à eux récupérer « leur parti ». Mais la justice en donne la présidence à Haile Chamisso qui conserve le leadership du parti lors des élections de 2010. Les anciens leaders de CUD décident alors de créer un nouveau parti : l'Unity for Democracy and Justice (*Andinnet*), dont la présidente est Bertukan Mideksa, avant d'être remplacée par l'ancien président de la République Negasso Gidada et enfin, depuis décembre 2013, par Gezachew Shiferaw⁹¹. À la veille des élections de 2010, l'UDJ décide de s'allier à la coalition *Medrek*.

La coalition d'opposition la plus importante en 2010 était le *Forum for Democratic Dialogue in Ethiopia (Medrek)*⁹². En partie héritier de la coalition *Hibrät* de 2005, *Medrek* est formé à la veille des élections générales de 2010 et regroupe initialement huit partis, qui fusionnent après les élections de 2010 pour réduire le nombre de partis à six. Il existe néanmoins une certaine divergence au sein de *Medrek* entre les partis de la coalition défendant une logique ethno-nationale (OPC de Merera, OFDM de Moka, Arena-Tigraï de Gebru Asrate) et les membres défendant une logique « multi-nationale » selon laquelle les identités ethniques, bien que reconnues, ne doivent pas être la base de la représentation politique (UDJ jusqu'à sa sortie en février 2014, ESDP de Beyene, SEPDU de Tilahun). La ligne de clivage interne à *Medrek* la plus importante concerne le statut de la terre et l'article 39. Mais à l'horizon des élections de 2010, les partis ont favorisé le maintien d'une coalition face au FDRPE, quitte à laisser de côté la résolution de ces divergences qui ne seront pas tranchées dans le programme « minimum » diffusé alors. Le projet se fonde donc surtout sur une critique de l'idéologie du FDRPE « démocratique révolutionnaire » et l'état de lutte permanent que celle-ci implique. La critique à l'égard du FDRPE concerne notamment deux points fondamentaux : son mode de gouvernance « non démocratique » et la gestion de la crise avec l'Erythrée, toujours considérée comme « l'accès naturel » à la mer de l'Éthiopie (*Medrek* appelle ainsi à une renégociation des Accords d'Alger de 2000 et à l'ouverture des négociations avec le gouvernement érythréen pour accéder aux ports érythréens)⁹³.

C'est surtout le succès (certes très relatif) de ce groupe politique coalisé qui fait son originalité : depuis la mise en place du régime, *Medrek* est la première coalition formée dans la perspective d'une élection générale qui soit parvenue à se maintenir au lendemain d'une échéance électorale (et jusqu'à récemment, la seule coalition d'opposition à siéger à la Chambre basse à travers son représentant Girma Seifu, membre UDJ, du moins jusqu'à la sortie récente de *Medrek*). Dans le but de maintenir une image de stabilité et d'affronter à nouveau le FDRPE aux élections de 2015, *Medrek* a également su passer d'un statut de coalition (statut temporaire uniquement autorisé en périodes électorales) à celui de front à l'été 2012. Une deuxième série de fusions internes a récemment réduit le front de six à quatre partis (Arena-Tigraï, Oromo Federalist Congress, ESD-SEPDU, et jusqu'à récemment *Andinnet*, remplacé le 23 février 2014 par le Sidama Liberation Front).

C. Les reconfigurations en cours

La scène partisane actuelle connaît une reconfiguration intéressante, notamment en raison des alignements idéologiques et des enjeux soulevés par le renouvellement générationnel en cours à la

⁹¹ Suite à cette élection, Negasso Gidada a quitté l'UDJ.

⁹² Formée en 2008 à partir de 8 partis, *Medrek* passe ensuite à 6 partis, puis à quatre actuellement : Ethiopian Social Democratic Party (fusion du Parti de Beyene Petros et de Tilahun), Oromo National Congress (fusion Merera Gudina et Bucha Demeksa), Unity for Democracy and Justice (UDJ), et Arena Tigraï for Justice and Democracy (le parti fondé par Gebru Asrate, un des premiers combattants du TPLF et président de la région Tigraï entre 1991 et 2001, et Aregash Adane, femme également ancien membre de TPLF).

⁹³ Entretien Merera Gudina, Addis-Abeba, octobre 2012. Voir le programme de *Medrek*, *The Forum of Ethiopian Federal Democratic Unity, Medrek, Preliminary Program*, September 30, 2002 (Ethiopian Calendar), et plus récemment, *A Manifesto Addressing Contemporary and Fundamental Problems in Ethiopia*, Medrek, March 2013.

fois au sein du FDRPE⁹⁴ et des partis d'opposition⁹⁵ - les dirigeants d'opposition restent en grande partie d'anciens étudiants ayant fait leurs armes politiques en protestant contre Hailé Sélassié ou/et s'étant battu contre le *därg*⁹⁶.

L'entrée d'*Andinnet* (UDJ) dans la coalition *Medrek* à la veille des élections de 2010 avait rapidement fait émerger des tensions à l'intérieur d'*Andinnet*, et entre *Andinnet* et *Medrek*. Des membres d'*Andinnet* contestent alors le programme ethno-fédéral, sécessionniste et défendant la nationalisation des terres d'une partie des membres de *Medrek*. Ces contestataires présenteront au leadership d'*Andinnet* une pétition critiquant cette alliance, puis quitteront finalement *Andinnet* et *Medrek* pour fonder, au 1^{er} janvier 2012, le *Semayawi Parti*⁹⁷.

Les tensions montent également progressivement entre *Andinnet* et les autres partis du *Medrek* (OFC, Arena). Ces tensions portent sur quelques points principaux, tels que l'article 39, le statut de la terre, et la forme du fédéralisme à adopter. Surtout, ces divergences empêchent la transformation du front en un seul et unique parti, un projet impulsé fortement par une partie du leadership d'*Andinnet*, dont l'Eng. Gezachew Shiferaw⁹⁸. Au mois d'avril 2013, une réunion interne à *Andinnet* a pour objectif d'évaluer la performance du front *Medrek* ainsi que son avancée vers la fusion en un parti unique. Negasso Gidada, ancien président de la République fédérale démocratique d'Éthiopie (1995-2000) et alors président en exercice d'*Andinnet*, y est mis en minorité en appelant les membres de son parti à la patience et à la poursuite de la collaboration au sein de *Medrek*, quitte à se présenter en tant que front aux élections de 2015⁹⁹. En décembre, il perd sa place de Chairman d'*Andinnet* au profit de l'Eng. Gezachew et de son équipe, élus sur un programme consistant à poser un ultimatum à *Medrek* : à défaut de fusion dans les trois prochains mois permettant l'élaboration d'un programme commun, *Andinnet* quittera le front *Medrek*. Cet ultimatum est posé en janvier 2014, mais le nouveau leadership d'*Andinnet* est déterminé à quitter le front *Medrek* depuis plusieurs mois. Les nombreuses manifestations organisées par *Andinnet* à travers le pays depuis un an, en son nom propre, voire en collaboration avec *Mähihad*, mais jamais au nom de *Medrek*, en sont la preuve. Les leaders de *Medrek* critiquent de leur côté les levées de fonds organisées par *Andinnet* sans *Medrek*, ainsi que ses manifestations en son nom propre - une tension accentuée par le refus systématique de l'administration de délivrer des autorisations de manifestation à *Medrek* (quatre refus cette dernière année). Le 23 février dernier, lors du neuvième congrès de *Medrek*, *Andinnet* a finalement été « expulsée » du front à l'unanimité pour « *undermining the activities of Medrek* »¹⁰⁰. Le Sidama Liberation Front a été intégré comme nouveau membre du front.

Quant à la démarcation générationnelle, les leaders du *Semayawi Parti* en ont fait leur argument politique majeur. Le parti s'oppose explicitement à la « vieille génération », à ce qu'il qualifie de « politique traditionnelle », c'est-à-dire celle des anciens membres du Mouvement étudiant éthiopien « marxiste » et « leftists » (associant ainsi les autres opposants et les anciens du FDRPE). Il défend une conception « moderne » de la politique, « jeune », mais se réjouit en même temps de bénéficier des conseils d'anciens (comme Mesfin Woldemariam). Yilkal définit la « politique moderne » du *Semayawi Parti* comme une politique de « centre droit » animée par une « idéologie libérale ». Et

⁹⁴ Le renouvellement générationnel était un projet initié par Meles Zenawi qui s'accéléra au lendemain des élections générales de 2010.

⁹⁵ C'est l'un des arguments forts du *Semayawi Parti* : son leadership, issu en partie de l'*Unity for Democracy and Justice*, entend représenter la jeunesse « dynamique », la nouvelle alternative politique du pays, en opposition aux partis vieillissants d'opposition et au pouvoir. Se démarquant des traditions, Yilkal Getent me demande lors de notre entretien de ne pas l'appeler par son titre d'Engineer, mais simplement Yilkal. Entretien de l'auteur avec Yilkal Getent, Addis-Abeba, février 2014.

⁹⁶ Parmi eux, on trouve le président de l'UDJ, l'Eng. Gezachew Shiferaw, le fondateur du parti tigréen d'opposition Gebru Asrate, ou encore le président actuel du Front *Medrek*, Merera Gudina.

⁹⁷ Selon Yilkal Getent, ce sont près de 300 membres, dont de nombreux membres fondateurs d'UDJ (dont il fait partie) qui auraient quitté ce parti pour fonder le *Semayawi Parti*. Entretien Yilkal Getent, Addis-Abeba, 11 février 2014. Le départ de Yilkal est sans doute également le résultat de tensions autour du leadership du parti.

⁹⁸ Entretien Gezachew Shiferaw, Addis-Abeba, 4 février 2014.

⁹⁹ Entretien de l'auteur avec Negasso Gidada, Addis-Abeba, 10 février 2014.

¹⁰⁰ Correspondance personnelle avec un leader de *Medrek*, 24 février 2014.

lorsqu'il s'agit de lutter contre le fédéralisme ethnique, il n'hésite pas à avoir recours aux symboles traditionnels de la Grande Ethiopie, et à rappeler que cette dernière reste « la plus ancienne nation du monde » dont il faut préserver l'unité.

Yilkal est tout à fait révélateur d'une jeune génération prise entre un besoin profond de renouveau, mais également imprégnée des valeurs traditionnelles appropriées et diffusées par le FDRPE et certains partis d'opposition (AEUP par exemple) depuis le début des années 1990.

CONCLUSION

L'histoire de l'Ethiopie est connue pour avoir été épargnée par les groupes religieux politiques radicaux. Dans un contexte régional, continental et international marqué par la lutte contre l'extrémisme religieux, les tensions sporadiques qui émergent entre groupes confessionnels, à l'intérieur des groupes et à l'intérieur même de leurs différentes branches, ainsi que les tensions récentes entre le gouvernement et certains groupes islamiques ont pu laisser croire à une montée des tensions religieuses en Ethiopie. Néanmoins, celles-ci semblent encore limitées et sporadiques. Les polémiques religieuses touchent certes le cœur de l'historiographie de l'Etat et ont pénétré la sphère politique, mais il n'existe pas de projet avéré de construction d'un Etat islamique en Ethiopie, ni de parti politique officiellement musulman ou chrétien jouant le jeu des élections. L'islam peut être usité en tant que répertoire en vue de mobiliser, mais il se mêle alors à une dimension nationaliste forte, ou ethno-nationaliste, animée par des enjeux sociopolitiques concrets. La question de l'islam politique contient par ailleurs bien une dimension internationale forte, mais qui ne fonctionne pas non plus de façon indépendante des enjeux nationaux, économiques et sociaux.

Si l'islam politique effraie souvent, il faudra également porter un regard attentif à l'éventuel développement d'un mouvement chrétien orthodoxe réactionnaire et puritain. Devant la forte croissance du nombre de protestants et de musulmans, l'on pourrait assister à un raidissement d'une partie de l'Eglise orthodoxe qui se sentirait menacée de perdre définitivement sa place privilégiée au côté du politique.

Notons enfin que l'attitude menaçante voire violente du FDRPE à l'égard d'une partie des musulmans pourrait remettre en cause le soutien assez largement apporté par ceux-ci au régime depuis le début des années 1990. Les voies de nombreux musulmans pourraient ainsi alimenter les urnes en faveur des partis d'opposition lors des prochaines élections en 2015. Le *Semayawi Parti* a saisi l'enjeu des votes musulmans et a fait de la liberté religieuse l'une de ses revendications phares.

Concernant les partis d'opposition, les réalignements se feront de façon pragmatique, en fonction des affinités idéologiques mais aussi personnelles. Il est en effet peu probable que le *Semayawi Parti* et IDéPa s'allient ou ne passent un accord avec les autres partis « libéraux » d'UDJ et *Māhihad*. *Semayawi* devrait ainsi se lancer dans sa première course au Parlement seul, dans la mesure où son discours est largement fondé sur l'opposition à la « vieille génération » et la promotion de la jeunesse. S'il décidait de s'allier à un autre des principaux partis, le discours sur lequel il entend construire sa légitimité perdrait sa substance. Quant à IDéPa, il est également probable qu'il se lance seul dans la course à l'élection. L'image de « traître » colle à la peau du parti, à la fois selon les leaders de l'UDJ (anciens leaders de CUD de 2005, pour qui IDéPa n'aurait pas dû accepter de siéger au Parlement alors qu'eux-mêmes étaient jetés en prison) et pour *Māhihad* (pour les mêmes raisons).

À Propos D'*Andinnet*, en février 2014, un accord était en cours de négociation en vue d'une alliance avec *Māhihad*. Les négociations sur les modalités d'alliance auraient d'ailleurs porté non plus seulement sur la création d'une coalition, mais vers une fusion des deux partis. Le fait qu'une manifestation ait été organisée le 23 février dernier conjointement par ces deux partis était un signe fort de leur alliance à venir. Une alliance qui, du point de vue de leur programme électoral, serait sans doute moins acrobatique que l'épisode vécu ces dernières années au sein du *Medrek*, et aurait des airs de CUD une décennie plus tôt. Mais cette alliance peine à voir le jour, pour des raisons qui nous échappent au moment où nous écrivons ces lignes.

Un autre événement récent notable est le retour, après deux décennies d'absence en Ethiopie, de l'ancien leader de l'Oromo Liberation Front, Leenco Lata. Il semblerait que les négociations soient en cours avec le FDRPE afin de définir les conditions de son retour. Mais les éventuelles alliances avec les groupes politiques Oromo ne sont pas encore claires. Pour le FDRPE, la création d'un parti Oromo supplémentaire pourrait permettre de diviser l'électorat et ainsi diminuer le soutien éventuel à l'Oromo Federalist Congress présidé par Merera Gudina, membre de *Medrek*. Mais le soutien éventuel des populations Oromo (groupe très hétérogène) à Leenco Lata est loin d'être établi. On peut se demander si le départ de Negasso Gidada de l'UDJ n'annonce pas une éventuelle alliance à venir avec Leenco (Negasso était membre de l'OLF jusqu'au début des années 1980, et Leenco Lata est un « parent » originaire de la même région).

Du côté du FDRPE, la politique de contrôle de plus en plus serré devrait engendrer davantage d'opposants et de méfiances à l'égard du régime que d'adhérents. Les manifestations d'activistes religieux et des partis d'opposition offrent bel et bien la preuve de l'existence, en dépit d'un espace politique de plus en plus réduit, d'espaces de mobilisation réels, et donc une ouverture relative du FDRPE. Surtout, l'intrusion du FDRPE aux échelons les plus bas de la société risque d'alimenter une lassitude générale dans un contexte social difficile. Cette lassitude est déjà perceptible. Les membres d'opposition rencontrés à Addis-Abeba, toutes tendances confondues, mais aussi les citoyens rencontrés dans les taxis, les magasins, les bars de la capitale etc. ont des discours convergents et la parole est bien plus libérée et critique que lors de nos précédents séjours réguliers depuis 2007 : l'envie de « liberté » est bien présente, et surtout le fait de vouloir en finir avec ce que les citoyens perçoivent comme la « corruption » des dirigeants. Le nouveau Premier ministre Hailemariam Dessalegn s'est certes lancé, avec son équipe, dans la « lutte contre la corruption » contre d'éminents membres du FDRPE depuis 2012. Il faudra cependant aller beaucoup plus loin pour convaincre les Ethiopiens et en particulier les nombreux urbains dont le niveau de vie n'augmente pas malgré les multiples immeubles et hôtels de luxe qui se multiplient en ville.

En suivant l'argument avancé par René Lefort, notons par ailleurs que les nouvelles « classes moyennes » (fonctionnaires et « koulaks ») pourraient se situer au cœur des enjeux de ces prochaines élections¹⁰¹. Cette « classe moyenne émergente », estimée à plusieurs millions par ce même auteur¹⁰², serait partagée entre une volonté de rupture (risquée) et un désir de conserver un régime qui leur a permis un relatif enrichissement et continue de leur garantir une position sociale consolidée. Les nouveaux riches des campagnes, ces « koulaks » qui représenteraient la classe moyenne rurale, auraient joué un rôle central dans le succès des opposants en 2005. Or, toujours selon René Lefort, cette nouvelle classe n'aurait plus d'intérêt véritable au changement en raison de sa connivence relative avec un parti prônant désormais l'enrichissement des paysans « modèles », et en raison de sa position sociale désormais privilégiée. Or, ces « koulaks » auraient une influence déterminante sur les votes des paysans locaux, agissant en véritable « faiseurs d'opinion »¹⁰³. Que l'on suive ou non cette hypothèse, René Lefort invite à une réflexion (encore à explorer) sur la réalité de cette classe moyenne, sa composition, ses relations et ses influences avec la population éthiopienne qui demeure composée à plus de 85 % de ruraux, avec le pouvoir en place, mais aussi avec les opposants politiques.

Enfin, le FDRPE devra également prendre soin de ne pas alimenter les tensions à l'égard des communautés religieuses, sous peine de voir émerger de véritables tensions politico-religieuses. Le régime éthiopien laïc devrait poursuivre une politique prudente et éviter d'entrer dans toute polémique religieuse qui toucherait de fait le cœur de l'historiographie de l'Etat. Aussi, le gouvernement devra cesser d'utiliser la menace islamiste et terroriste pour menacer ou enfermer les journalistes et les opposants politiques. Nombreux sont les jeunes et moins jeunes engagés

¹⁰¹ Correspondance personnelle. Voir également LEFORT René, « 'Beka !' ('Enough !') Will Ethiopia be next ? », *openDemocracy*, 25 mai 2011, consulté le 4 janvier 2012, <http://www.opendemocracy.net/ren%C3%A9-lefort/beka-enough-will-ethiopia-be-next>; et du même auteur « Ethiopia : Meles rules from beyond the grave, but for how long », *openDemocracy*, 26 novembre 2012, consulté le 13 septembre 2013, <http://www.opendemocracy.net/opensecurity/ren%C3%A9-lefort/ethiopia-meles-rules-from-beyond-grave-but-for-how-long>

¹⁰² Notons que si cette « classe moyenne » est en effet visible, il reste très difficile d'en estimer la proportion et la composition en l'absence d'études quantitatives et qualitatives.

¹⁰³ Correspondance personnelle.

en politique qui sont aujourd'hui prêts à donner une chance au processus électoral mais qui n'attendent peut-être pas un prochain scrutin pour radicaliser leur stratégie. L'exemple de Berhanu Nega n'a malheureusement pas ouvert une remise en question des pratiques du régime : ancien président de l'*Ethiopian Economic Association*, Berhanu Nega était l'un des principaux opposants au régime. Élu à la mairie d'Addis-Abeba en 2005, il fut jeté en prison ; finalement exilé, il est le fondateur du mouvement *Ginbot 7* prônant aujourd'hui la lutte armée contre le régime éthiopien. Il est le produit type d'un régime qui ne veut pas d'opposants mais nécessite des ennemis.

ANNEXES

Présentation synthétique des principaux partis d'opposition

All Ethiopia Unity Party, Mähihad

L'AEUP est l'héritier de l'All Amhara People Organisation fondée au début des années 1990 par Asrate Woldeyes et prônant un nationalisme pan-Ethiopien, fermement opposé au droit de sécession de l'Erythrée et à la nouvelle Constitution de 1995 (dont l'article 39 garanti le droit de sécession). L'AAPO se transforme à la fin des années 1990 en All Ethiopia Unity Party (AEUP, ou *Mähihad* selon son acronyme amharique). Seyoum Mengesha, actuel Secrétaire général de l'UDJ, est un ancien membre de l'AAPO et de l'AEUP. L'Engineer Gezachew Sheferaw, actuel Chairman de l'UDJ, est également un ancien de l'AEUP. Tout comme l'ancien président d'IDéPa, Lidetu Hayelewu, et son actuel président, Chanie Kebede, qui ont quitté le parti pour fonder IDéPa en 1998. Haylew Shawel, qui dirigeait le parti après Asrate Woldeyes (emprisonné par le FDRPE et décédé en prison), a récemment passé le relais à Abebaw Getaneh.

Appartenance à des coalitions

Mähihad fait d'abord partie de la coalition UEDF en 2005, mais en sort afin de rejoindre la coalition CUD. Ce parti ne fait aujourd'hui partie d'aucune coalition.

Programme

Unité du pays, idée de Grande Ethiopie, nationalisme pan-éthiopien. Politique inclusive vis-à-vis de l'Erythrée.

Opposition à l'article 39. Favorable à la privatisation de la terre, à la libre concurrence, à la loi du marché. Se définit comme « parti libéral ».

Perspective 2015

Mähihad va certainement effectuer une coalition/fusion dans les jours ou les semaines à venir avec l'UDJ qui, quant à elle, a quitté la coalition Medrek. L'AEUP, comme IDéPa, comme l'UDJ, s'opposent fermement à l'article 39, et plaident pour une privatisation des terres.

Union for Democracy and Justice (UDJ, Andinnet)

L'UDJ a été fondée par d'anciens membres de la coalition CUD (cf. élections de 2005) après leur libération, en 2008. L'UDJ semble avoir une organisation interne solide et un appui financier important, même si limité. Il a notamment été le seul parti à organiser de multiples manifestations dans plusieurs villes du pays l'année passée.

Appartenance à des coalitions

L'UDJ était membre de la coalition Medrek pour les élections de 2010 (*Medrek* changeant de statut pour devenir un Front en 2012). Mais sa présence au sein de Medrek a été suspendue le 23 février 2014. Le seul représentant partisan d'opposition à la Chambre basse, Girma Seifu, est membre d'UDJ.

Programme

Andinnet se dit favorable à une « liberal democracy » tout en prônant l'instauration de : « Welfare State, social services, health programme ». Le parti défend également une élection directe du Président de la République au suffrage universel direct. Selon Girma Seifu, un premier ministre n'est alors plus nécessaire. « Social approach needed ». « Primary health free », « primary education free » (entretien Girma Seifu, Addis-Abeba, fév. 2014).

Mais le programme UDJ actuel a été élaboré dans un contexte particulier. Deux choses importantes ont changé, qui vont sans doute conduire l'UDJ à réviser son programme. 1. Negasso Gidada, l'ancien président (1995-2000), était Chairman de l'UDJ jusqu'en décembre dernier. Il militait à l'intérieur du parti pour conserver le droit de sécession, article 39, et la logique fédérale ethnique (Negasso est un ancien membre de l'Ethiopian Student Movement, actif dans l'association Met'cha & Tulama dans les années 1970, puis l'Oromo Liberation Front, puis membre OPDO de l'EPRDF dont il se rapproche à la fin des années 1980); 2e facteur de changement du programme: la sortie d'UDJ de Medrek. En effet, l'UDJ et les autres partis

membres de *Medrek* avaient établi un compromis et étaient restés vagues sur les questions pourtant fondamentales du foncier, de l'article 39, du fédéralisme ethnique.

Perspective 2015

Le TPLF/EPRDF veut montrer que le parti est aussi fort qu'avant la mort de Meles. « The public is with us. We are living with the people. Businessmen, teachers, civil servants etc. everybody is complaining » (Girma Seifu).

Les musulmans auraient toujours été de fervents supporters de l'EPRDF. Avec ce qui s'est passé ces deux dernières années, ils ont perdu un soutien important.

L'UDJ est en train de fonder une alliance avec *Mähihad*. Leurs programmes sont très proches et ils se connaissent bien. Plus qu'une coalition, ces deux partis sont a priori en train d'étudier la façon dont ils pourront fusionner.

Ethiopian Democratic Party, IDéPa

IDéPa est créé en 1998 par le docteur Admassu. Leditu Hayelewu était alors Secretary general; Chanie en était membre (Yilkal, le président actuel de Blue Party en était aussi membre d'après Chanie).

Appartenance à des coalitions

IDéPa appartient initialement à la coalition EUDP-Medhin, avant de rejoindre CUD lors des élections de 2005. Redevenu IDéPa suite aux élections de 2005 (ses membres décident d'occuper les sièges remportés au Parlement), le parti conduit par Lidetu se présente seul aux élections de 2010.

Programme

Défend une « démocratie libérale » (qui se définit négativement par rapport à la « démocratie révolutionnaire », l'idéologie officielle du FDRPE). Se définit comme « Center-right party », défendant une « struggling strategy », fondée sur l'idée de « third way » (l'un des slogans forts du parti).

Reconnaît les « great achievements of the EPRDF » économiquement. Mais critique l'absence de « good governance », « as you call it » (entretien Chanie Kebede, président en exercice d'IDéPa, Addis-Abeba, février 2014). Accuse l'EPRDF d'avoir volé la stratégie IDéPa du « developmental strategy » (référence au « developmental state »).

Programme

Au niveau des institutions, deux Chambres seraient conservées, Haute et Basse.

Le Président de la République serait élu par les Chambres. Système parlementaire privilégié, ce qui fait qu'au final il n'y aurait pas une grande différence institutionnelle avec le système existant actuellement.

Perspective 2015

Selon Chanie Kebede, 2015 représenterait la « dernière chance » du gouvernement de réaliser une alternance pacifique. Il se dit préoccupé si l'EPRDF n'ouvre pas l'espace politique. Il croit à la frustration profonde des élites et au ras-le-bol général du peuple. Comme les autres partis, les leaders disent « vivre avec les gens » et ressentir leur colère, leur envie de changement. « People are now out of the government », « people want change ».

Selon Chanie, l'envie de changement est encore plus présente qu'en 2005. IDéPa est prêt, semble-t-il, à établir une coalition avec UDJ, AEUP et Blue Party qui ont « le même programme », tous inspirés d'IDéPa selon lui.

Ethiopian Federal Democratic Unity Forum, Medrek

Créé en 2008, Medrek est originellement une coalition de 8 partis en vue des élections des 2010. La coalition se transforme en Front en 2012. Après deux séries de fusions internes, le nombre de partis passe de 8 à 6, puis de 6 à 4. Les partis actuels sont :

Oromo National Congress: Chairman Ato Bekele Nega (l'Oromo National Congress est le résultat de la fusion de l'Oromo People's Congress de Merera Gudina, et de l'Oromo Federal Democratic Movement; Bekele Nega était auparavant Secretary General de l'OFDM).

Ethiopian Social Democratic and the Southern Unity: présidé par Beyene Petros et Telahun Indeshaw (Vice). Né de la fusion du *Ethiopian Social Democratic Party* de Beyene Petros et de la

Southern Ethiopian People Democratic Union de Telahun Indeshaw.

Arena Tigraï: fondé par deux anciens membres du TPLF, Gebru Asrate et Aregash Adane en 2007.

Sidama Liberation Front: entre dans le Medrek le 23 février 2014.

UDJ est entrée dans le *Medrek* en 2009, puis a quitté/a été expulsée du front le 23 février 2014.

Programme des partis hors UDJ

Maintien de la Nationalisation des terres.

Maintien d'une représentation sur une base ethnique (Nations, Nationalités et Peuples) au sein des institutions fédérales. Respect à la fois des droits des individus et des Nations, Nationalités et Peuples (entretien avec Tilahun Endachew, Addis-Abeba, octobre 2012).

Révision des Accords d'Alger (2000) afin de négocier un accès à la mer par l'Erythrée.

Maintien de l'article 39: divergence: Entretien avec Tilahun, en octobre 2012: « we promote unity, equality. There is no need of promoting secession ».

Un nouveau programme à venir avec la sortie de UDJ de la coalition.

Perspective 2015

Avec le départ d'UDJ, Medrek perd un allié important, bien organisé et ancré dans la région Amhara.

Medrek bénéficie en revanche d'une image maintenue depuis 2010, ce qui est inédit pour une coalition/un Front.

Semayawi Party

Le Parti Bleu est fondé le 1er janvier 2012 par une branche dissidente de l'UDJ conduite par Yilkal Getent et selon lui de nombreux autres membres fondateurs et membres de l'Executive Committee de l'UDJ - ils seraient 300 personnes à être sorties de l'UDJ pour fonder le *Semayawi Party*.

Yilkal insiste sur la dimension « jeune » du parti, en opposition à la vieille garde du Mouvement étudiant qu'il définit comme « leftist ». Mais en même temps, il souligne l'influence des « sages » ou *businessmen*, des anciens ayant apporté leur soutien: Mesfin Woldemariam, Yacob Woldemariam (businessman), Befekadu, Halemayou (US). S'oppose à la « vieille génération », à ce qu'il appelle la « politique traditionnelle », c'est-à-dire celle des anciens membres de l'Ethiopian Student Movement, « marxists, leftists » (il associe ainsi les opposants et l'EPRDF). Il défend une conception « moderne » de la politique, « jeune » (70 % de la population a moins de 35 ans, comme le rappelle Yilkal) et en même temps avisée par les anciens. Yilkal définit la « modern politics » comme: « center right politics », « liberal ideology ». Néanmoins, lorsqu'il s'agit de lutter contre le fédéralisme ethnique, il n'hésite pas à avoir recours aux symboles traditionnels de la Grande Ethiopie et à rappeler que cette dernière est « la plus ancienne nation du monde » (entretien Yilkal, février 2014).

Appartenance à des coalitions

Aucune.

Programme

Défend l'idée d'une grande Ethiopie unie. Prône une « démocratie libérale », de « centre droit ». Favorable à un régime présidentiel, fédéral. Deux Chambres, haute et basse. Les membres de la Chambre basse seraient élus sur la base d'environ 1 représentant pour 200 000 personnes. Quant à la Chambre Haute, l'idée est d'en faire une Chambre représentant les Etats fédérés, sur le modèle états-unien (environ 100 représentants, 2 par Etat dont les frontières seraient redéfinies).

De façon attendue, étant donné la position de Yilkal dans UDJ, on retrouve beaucoup de points communs avec cette dernière. Système présidentiel, modèle des Etats-Unis, privatisation des terres selon le principe suivant (comme dans le programme UDJ): trois types de terres, pastorales communautaires qui reviennent aux pasteurs pour leurs bêtes; terres données aux fermiers cultivant la terre; et terres « non occupées » dont l'Etat pourra décider de l'utilisation (entreprises, distributions, mise en valeur par l'Etat etc.).

Grâce au développement économique « libéral » impulsé par l'Etat, l'objectif consiste à créer une « middle class » qui doit impulser le développement du pays. Plaide pour une « strong and liberal economy » et en même temps: rôle du gouvernement « facilitate the creation of a

middle class ».

Le parti est également fondé sur le principe de respect des individus.

Perspectives 2015

Il y a peu de chance que le Parti Bleu fasse coalition avec un autre parti. Ils seront peut-être sollicités par IDéPa, voire AEUP et UDJ. Mais s'ils s'allient à l'un de ces partis, leur discours perd tout son sens

Carte

Appartenance religieuse en Érythrée et en Éthiopie

(Alain Gascon, *Sur les hautes terres comme au ciel*, Publications de la Sorbonne, 2006, p. 256)

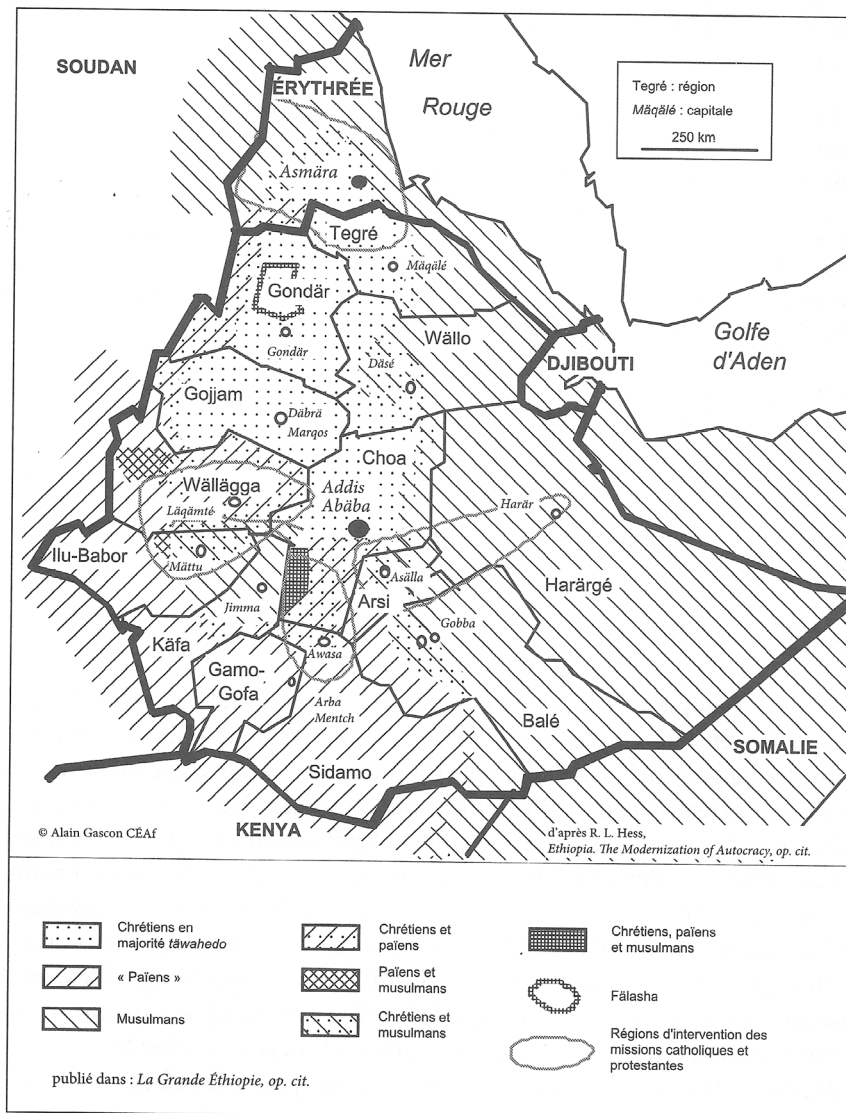


Tableau répartition confessions (2007 *Ethiopian Census*, p. 96)

TABEL 6 : POPULATION SIZE OF REGIONS BY RELIGION AND PLACE OF RESIDENCE: 2007

Religion	Urban + Rural		Urban		Rural	
	NO.	%	NO.	%	NO.	%
	COUNTRY – Total*					
All Persons	73,918,505	100	11,956,170	100	61,962,335	100
Orthodox	32,138,126	43.5	7,070,932	59.1	25,067,194	40.5
Protestant	13,746,787	18.6	1,614,145	13.5	12,132,642	19.6
Catholic	536,827	0.7	66,468	0.6	470,359	0.8
Muslim/Islam	25,045,550	33.9	3,098,275	25.9	21,947,275	35.4
Traditional	1,957,944	2.6	39,252	0.3	1,918,692	3.1
Others	471,861	0.6	67,098	0.6	404,763	0.7

Salafisme en Ethiopie

Salafisme en Ethiopie

Le salafisme (qui est assimilé au wahhabisme mais duquel il doit être distingué), tout comme l'idée d'« islam global », regroupe des situations et des interprétations de l'islam hétéroclites, influencées à la fois par des dynamiques transnationales et locales, si bien qu'il est difficile d'offrir une définition générale du salafisme. Parmi les grands traits qui se dégagent du salafisme/wahhabisme, on peut mentionner la volonté d'un retour aux anciens, d'une interprétation « littérale » des textes, d'une moralité et d'une « pureté » religieuse en accord aux principes « originels » de l'islam. L'objectif consiste souvent à établir un Etat islamique, comme en Arabie saoudite, mais il semblerait qu'en Ethiopie, les mouvements d'obédience salafiste se limitent à des actions prosélytes (*da'wa*) (et non violentes). Il s'agit d'une volonté d'islamiser la société par le bas.

Le salafisme effraie nombre de gouvernements, dont le gouvernement éthiopien, en raison de son caractère transnational par définition difficilement contrôlable, et en raison de l'influence idéologique de ce mouvement revendiquée par des groupes islamistes violents tels que les Al-Haraakat Al-Shebaab somaliens, Boko Haram au Nigéria, ou Ansar al Din au Mali (Østebø 2012 : 3). En Ethiopie, les salafistes sont par conséquent régulièrement associés aux mouvements terroristes influencés par l'étranger.

Mais le salafisme n'est pas si récent en Ethiopie. Dès les années 1940, on en trouve des représentants en Harargué, dans l'Arsi et dans le Balé implantés via les marchands et les étudiants revenus de leur formation en Arabie saoudite (Østebø 2008, 2010). Sous le *därg* (1974-1991), les mouvements salafistes ne parviennent pas à se développer, mais ils émergent à la faveur de la libéralisation religieuse de 1991. Une scission interne sépare rapidement un groupe plus jeune, Ahl al-Sunna (groupe Takfir wal Hijra), conduit par Amin Muhammed, qui s'installe d'abord à Gondar (1992), puis à Addis-Abeba (1994). Ce groupe entre en conflit avec anciens salafistes et les communautés musulmanes soufies (Østebø 2010 : 22-23). Amin Muhammed meurt en 2004, mais le groupe subsiste et aurait joué un rôle déterminant dans les incidents violents de Jimma en 2006. Soulignons donc l'absence d'une structure et d'une stratégie qui serait centralisée. Ces mouvements méritent néanmoins une attention accrue car c'est notamment en leur sein que pourrait se développer des tendances plus politiques, un militantisme islamique.

Une tendance récente souligne l'influence potentiellement grandissante d'Arabie saoudite. Un groupe (Madkhaliyya) émerge en 2006 à Addis-Abeba, suivant l'enseignement du saoudien Rabi ibn Hadi al-Madkhali, revendiquant une pratique quiétiste de l'islam et un mode de vie très puritain, tout en étant très critique à l'égard des Frères musulmans. Le groupe s'est par la suite scindé en deux tendances, dont l'une (Abrarium) critique à l'égard de Rabi ibn Hadi al-Madkhali s'est rapproché d'une branche salafiste yéménite (de Muqbil ibn Hadi al-Wadi, l'un des fondateurs du salafisme au Yémen, décédé en 2001), voir Østebø, 2008.

Tabligh et Intellectualist movement en Ethiopie (Østebø 2010)

Tabligh

The Tabligh is probably the numerically largest Islamist movement in Ethiopia. In spite of this, very little is known about its history and current activities. The Tabligh is found wherever there are Muslims and is the world's largest *dawa* ("missionary") movement, created by Muhammed Iliyas in India in 1929. It seems to have arrived in Ethiopia during the 1970s, introduced by South African and Kenyan Tabligh missionaries. Their activities were facilitated by a Gurage merchant, Sheikh Musa, resulting in the expansion of the movement among the Gurage community in Addis Ababa. Like the Salafi movement, the Tabligh's activities remained limited during the Derg-period, before it resurfaced in 1991. Extensively focused on *dawa*, Tabligh missionaries are sent out from its *markaz* (centre) in Kolfe area in Addis Ababa to various parts of the country, on either three- or forty-day journeys, sometimes in small groups, sometimes in busloads. Visiting mosques and Muslim neighbourhoods, the tactics of the missionaries are to establish new Tabligh groups (*jama'at*), which then will send out their own missionaries. In accordance with Tabligh's principle of self-reliance, all the missionaries are supposed to take care of their own expenses, thus making the movement independent from any outside funding (ØSTEBØ Terje, *Islamism in the Horn of Africa. Assessing Ideology, Actors and Objectives*, International Law and Policy Institutes, Report 02, 2010, p. 23).

Intellectualist movement

The so-called Intellectualist movement is somewhat difficult to categorise. Highly informal and devoid of any organisational structure, it evolved around certain individuals advocating a set of ideas rather than initiating a particular movement. It first surfaced on the campuses of Addis Ababa University and other institutions of higher learning in the early 1990s, where it soon gained popularity among the Muslim students. Organised in small *jama'at*, led by individual figures referred to as an *amir*, and by offering lectures and initiating study-circles, the movement acted unofficially as the Muslim student movement, becoming important in fighting for the rights of Muslim students. Outside the campuses, the movement was able to exert influence through public lectures and through regular contributions in the Bilal magazine. Further, prominent members of the movement have been active in publishing books through the Najashi Publishing House. Although individuals within the movement still disseminate their ideas through lectures and seminars in Addis Ababa and its surroundings, the movement has lost much of its strength on the campuses. Instead, it has remained a rather elitist phenomenon, with its leaders and followers mainly being young university graduates and urban intellectuals (ØSTEBØ Terje, *Islamism in the Horn of Africa. Assessing Ideology, Actors and Objectives*, International Law and Policy Institutes, Report 02, 2010, p. 23-24).